URSS S.L.

ISSN 0026-9433

le monde libertaire hebdo

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°748 JEUDI 20 AVRIL 1989 10,00 F

LIBAN

15 ANS DE GUERRE CIVILE

UNE GÉNÉRATION DE FOUTUE...

communiqués

• ARLES.
Un groupe de la Fédération anarchiste vient de se créer sur Arles, toutes les personnes intéressées peuvent prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

• CHELLES
A l'heure où un certain nombre de dangers nous menacent (la dégradation de la couche d'ozone, la pollution de l'air, etc.), la défense de l'environnement semble être devenue un phénomène à la mode dans les milieux politiques. Or, le combat pour notre survie ne sortira pas des urnes, car il n'y aura pas d'écologie sans lutte contre l'Etat. Le groupe Sacco-Vanzetti de la FA organise, le samedi 22 avril à 20 h 30, une réunion-débat ayant pour thème : « La défense de notre environnement » (adresse du local : 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles, près de la gare SNCF).

• LILLE
« La voix sans maître », émission du groupe Benoît-Broutchoux de la FA, chaque vendredi de 19 h 30 à 21 h sur Radio-Campus (91.4 MHz), aura pour thème : les minorités sexuelles, le 21 avril.

• ANGOULÈME
Le groupe FA d'Angoulème organise une réunion publique le vendredi 21 avril, à 21 h, à l'auberge de jeunesse, sur « L'anarchisme aujourd'hui », avec Gaëtano Manfredonia.

• BÉZIERS
Si vous désirez prendre contact avec le mouvement libertaire biterrois, passez le vendredi entre 15 h et 18 h sur les allées P. Riquet, à Béziers. Des militants y tiennent un stand de journaux, livres, cassettes... Ou prenez contact par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• SEVRAN-BONDY
La réunion publique du 22 avril 1989, à 20 h 30, qui devait se tenir à Sevran-Bondy, a dû être annulée. Nous vous prions de bien vouloir nous en excuser.

Sara ALEXANDER
Leny ESCUDERO

Gala Radio-Libertaire
Mercredi 17 mai 1989 - 20 h 30
T.L.P.-DÉJAZET (M° République)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3e, 4e, 10e, 11e, 12e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — **Yvelines :** Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — **Essonne :** Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — **Hauts-de-Seine :** Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — **Seine-Saint-Denis :** Sevran-Bondy, Saint-Denis — **Val-de-Marne :** Créteil, Arcueil — **Val-d'Oise :** Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES

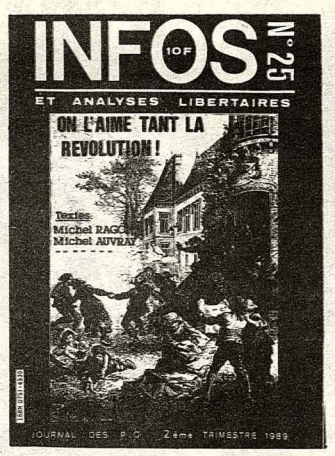
Aisnes : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhônes :** Marseille — **Charente :** Angoulème — **Charente-Maritime :** Rochefort/Marennes — **Côte-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loire :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (trois groupes) — **Ille-et-Vilaine :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Isère :** Grenoble, Bourgoin-Jallieu — **Loire :** Saint-Etienne — **Loire-Atlantique :** Nantes — **Loiret :** Montargis — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Manche :** Cherbourg — **Marne :** Reims — **Moselle :** Thionville, Metz — **Nord :** Lille (deux groupes), Dunkerque — **Oise :** Beauvais — **Pas-de-Calais :** Boulogne — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Bas-Rhin :** Scherwiller — **Rhône :** Lyon — **Seine-Maritime :** Rouen, Le Havre — **Somme :** Amiens — **Var :** Toulon — **Vendée :** La Roche-sur-Yon — **Vienne :** Poitiers.

• LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — **Alpes-Maritimes :** Grasse — **Ardèche :** Tournon — **Ardennes :** liaison des Ardennes — **Aveyron :** Sainte-Affrique — **Charente-Maritime :** Saintes — **Cher :** Vierzon — **Corse :** Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — **Côtes-du-Nord :** Saint-Brieuc — **Doubs :** Pontarlier — **Eure :** Evreux — **Gironde :** Saint-Médard-en-Jalles — **Hérault :** Béziers — **Jura :** liaison Jura — **Loir-et-Cher :** Blois — **Loire-Atlantique :** Saint-Nazaire — **Morbihan :** Lorient — **Nord :** Douai — **Puy-de-Dôme :** Clermont-Ferrand — **Pyrénées-Atlantiques :** Pau — **Bas-Rhin :** liaison Bas-Rhin — **Haute-Saône :** liaison Haute-Saône — **Savoie :** Chambéry — **Haute-Savoie :** Annecy — **Tarn-et-Garonne :** Montauban — **Var :** Sollie-Pont, Hyères, La Seynes-sur-Mer — **Vosges :** Saint-Dié, Sénones.

éditions

• « INFOS N°25 »



« Infos » n° 25 est consacré à... la Révolution ! Encore, direz-vous... Aussi faut-il préciser que l'essentiel de notre revue parle au présent d'un événement que nous continuons à promouvoir... La une de couverture le proclame : « Nous aimons tant la révolution ! ». « Osez ! Ce mot renferme toute la politique de votre Révolution. » Cette maxime de Saint-Just (1794) ouvre le débat autour des enjeux du bicentenaire et insiste sur un point fondamental : notre volonté de poursuivre aujourd'hui ce qui a été commencé il y a deux siècles. « L'Histoire arrangée », c'est un point de vue décapant sur les spécialistes de la période et la réhabilitation du concept même de révolution... « J.-J. Rousseau » est passé au crible de l'analyse libertaire et semble prendre ici la dimension du précurseur... « Sur la Vendée », c'est une contribution amicale de Michel Ragon, exclusive pour « Infos », qui marque le lien ténu existant entre cette révolution vendéenne, populaire, qui s'élève contre la tyrannie centraliste et le soulèvement ukrainien (avec Makhno) contre le centralisme et l'hégémonisme du pouvoir « bolchevique ». Une note sur les « Mouchoirs rouges de Cholet », œuvre de Ragon et une interview tirée d'une revue vendéenne, « Galerne », qui met en scène M. Ragon, viennent compléter cet intermède des particularismes populaires du XVIIIe siècle... « Les soldats de l'An II » nous donne une idée de la lutte des « objecteurs » de l'époque contre cette conscription obligatoire et abhorrée. A l'occasion de cet écrit, Michel Auvray démontre l'étroitesse des liens qui existent entre ces luttes antimilitaristes d'hier et les luttes actuelles... « Les révoltes de la faim à Paris 1789-1792 » restituent toute la force de ces révoltes qui font se soulever le peuple contre les possédants nobles et bourgeois et que la royauté réprime cruellement... L'épilogue de ce texte nous rappelle que le 10 août 1792, une seconde révolution renverse la monarchie, et les Sans-culottes installent la commune insurrectionnelle à Paris. L'expression libre trouve sa place dans cet « Infos », ainsi que les annonces diverses qui tissent notre quotidien. Enfin, il est rappelé à nos lecteurs les trois rendez-vous d'avril que les Enragés proposent aux Perpignanais à la librairie « Infos » (rue T. Guiter), les 1er, 15 et 29 avril à 15 h 30 pour y débattre autour de thèmes intéressants et actuels. L'édito, car il faut en parler, déroge à la règle et aborde un problème de 1989 : c'est le résultat des municipales à Perpignan, et les enseignements que nous en tirons pour le présent et le futur... Un « Infos » n° 25 que vous garderez dans vos bibliothèques tant il est riche et actuel. Pour 10 F, il serait dommage de s'en priver ! A Perpignan — Torcatis, Futur Antérieur, Catalane et « Infos » — et à Paris (Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, dans le XIe) dans les rayonnages, une revue qui dérange et qui enrage... ça vaut le coup, non ?

éditions

• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XIe de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).

• AFFICHE.
Le groupe de Sevran-Bondy a édité une affiche de propagande pour la librairie du Monde libertaire. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F l'unité, et de 1,20 F au-dessus de 10 exemplaires.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander...

...est à la librairie du monde libertaire
145, rue Amelot. Paris 11e. M°République. Tel: 48.05.34.08.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES » N°58

La revue « Contre vents et marées » vient de sortir son numéro 58, qu'il est possible de se procurer contre 5 F, ou en s'abonnant pour 50 F à l'ordre de « Contre-courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• « LA FORA »

Plus vieille section de l'AIT, la FORA fut fondée en 1901 et, peu après, fit sien le projet communiste-anarchiste. A travers elle, les anarchistes exercèrent une importante influence sur le mouvement ouvrier argentin pendant laquelle la FORA, qui compta jusqu'à 100 000 adhérents, livra des luttes d'une grande intensité. Cette brochure, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F, propose de retracer les principales étapes de la vie de la FORA, tout en l'insérant dans l'histoire du mouvement syndical argentin.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

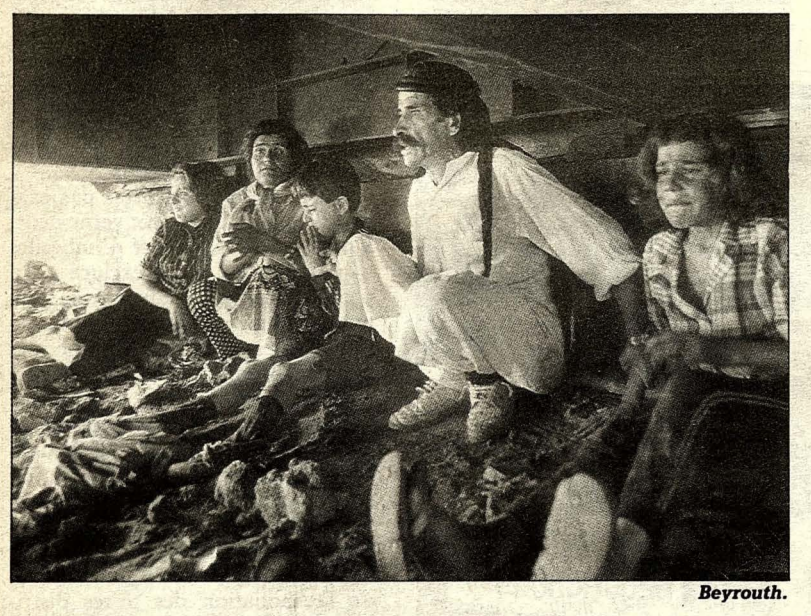
N°748 JEUDI 20 AVRIL 1989

LIBAN

La libération de la guerre !

LES anarchistes ont-ils une solution pour le Liban ? Beaucoup de personnalités ont semble-t-il une solution, on l'entend ici et là, on peut le lire dans différents quotidiens : ce qui manque au Liban, c'est un Etat fort...

On ne peut pas nier que la faiblesse — et maintenant la quasi-absence — de l'Etat libanais laisse la place dans ce pays à un tragique désordre : cela fait maintenant plus de quatorze ans que la guerre y tue toujours davantage de civils que de militaires. On peut remarquer aussi que toutes ces années de conflit n'ont en rien entamé la prospérité des banques libanaises. Autre remarque : la répartition des richesses est parfaitement inégalitaire, tout comme elle pourrait l'être dans un Etat fort, et la plupart des Libanais, qui subissent la guerre, sont effectivement de plus en plus pauvres.



Beyrouth.

Quoi de neuf au Liban ?

Le problème du confessionnalisme est toujours essentiel. Les clans, les factions, les ambitions personnelles, les groupes terroristes sont toujours présents. En quatorze ans de conflit on a pu voir les musulmans et les chrétiens se faire la guerre, les musulmans s'entretuer dans leur camp, les chrétiens dans le leur, sans oublier les incursions israéliennes. Chaque camp est profondément divisé, mais semble toujours capable de s'allier à un ennemi pour en combattre un autre. Rappelons surtout cette banalité : il s'agit, aujourd'hui et depuis quatorze ans, d'une lutte pour le pouvoir.

Il est inscrit dans la Constitution rédigée sous influence française de l'Etat libanais que chaque confession doit être représentée au gouvernement et, en particulier, que le Premier ministre doit être un représentant de la communauté la plus nombreuse. C'est le Premier ministre qui a le pouvoir d'organiser ou non un recensement régulier de la population, et celui-ci a été chrétien alors que, depuis longtemps, les musulmans étaient plus nombreux. Beaucoup ont vu là l'origine du conflit et il est vrai qu'une telle situation était forcément conflictuelle.

La situation est maintenant plus compliquée. Depuis maintenant sept mois, il n'y a plus de président de la République au Liban. Il y a en revanche deux gouvernements... l'un est chrétien (maronite) et dirigé par le général Aoun, l'autre est musulman. Si ce dernier est franchement pro-Syrien — l'armée syrienne est présente à Beyrouth depuis février 1987 —, toute la communauté musulmane ne se range pas pour autant du côté de la Syrie.

Hafez el Assad est alaouite — encore une secte ! — et est donc plutôt mal vu des sunnites. Il finance et arme la milice Amal (1) qui est chiite. Il y a aussi des chiites anti-syriens : le Hezbollah, soutenu par l'Iran, qui a déjà commis des attentats contre l'armée syrienne.

Depuis le 14 mars, le général Aoun, chef chrétien de l'armée, a entrepris une offensive contre l'armée syrienne. Lui-même parle de « *guerre de libération* ». Se comparant à De Gaulle, il dit vouloir libérer le Liban de l'armée d'occupation.

Qui croire ?

Si les chrétiens veulent la paix pour tous les Libanais ne s'agit-il pas aussi d'une paix sociale. On ne voit pas, en particulier dans le discours des chrétiens, de remise en cause de la Constitution. En revanche, la Syrie préconise ouvertement une Constitution non confessionnaliste pour l'Etat libanais. Dans le même temps, la mauvaise volonté de la Syrie vis-à-vis de tout type de négociation ne peut que renforcer les soupçons qui courent quant à son ambition d'annexion totale du Liban, pour réaliser une « Grande Syrie ».

Malgré la complexité apparente — à peine effleurée dans cet article — de la situation au Liban, il s'agit en fait d'un problème qui n'est pas propre à la religion : chaque camp veut le pouvoir officiellement pour l'intérêt de tous, mais en vérité pour lui-même. Les chrétiens l'ont prouvé par le passé, et les ambiguïtés du discours du général Aoun le confirment. La méthode de gouvernement de Hafez el Assad, quant à elle, est connue : dans les prisons syriennes, on torture et on élimine physiquement les opposants. A n'en pas douter, les chrétiens souhaitent autant que les Syriens voir au Liban un Etat fort.

A quoi bon un Etat fort, si ce n'est pour réprimer et discriminer plus fortement. Le manque au Liban est, à notre avis, un mouvement pacifiste fort, et tandis que les politiciens utilisent chacun leur religion pour catalyser leurs forces de guerre, ce mouvement sera d'autant plus fort qu'il sera anti-religieux. Nous en sommes visiblement à des lustres, mais le vrai choix au Liban se situe entre la paix et la pacification.

Gaspard PROUVAL

(1) Amal, actuellement dirigée par le ministre Nabih Berri, s'est illustrée notamment dans les massacres des camps de Sabra et Chatila, tout comme Israël.

Editorial

IL n'est pas exagéré d'écrire que la classe politique française n'a guère évolué en qualité, en sagesse et surtout en intelligence et en finesse au fil des nombreuses consultations électorales de ces derniers mois. Les acteurs sont toujours aussi nuls, la pièce n'a rien perdu de ses aspects soporifiques, les souffleurs se trompent parfois, le pompier de service s'emmerde mais les spectateurs en raffolent, s'ébaudissent à grands cris, s'esclaffent et battent joyeusement des mains. C'est pas si souvent qu'on les prend pour des cons.

Ces derniers temps, c'est la droite qui arrose. Laminée, déchirée, rendue exsangue par ses multiples revers électoraux et par la finesse de Mitterrand, ses querelles intestines longtemps intériorisées aboutissent à des débordements médiatiques du plus haut comique. Alors que depuis longtemps de telles engueulades se seraient terminées au baston dans les cafés de la zone, c'est à qui, dans les salons feutrés, entre gens polis bien élevés et surtout qui n'ont que ça à foutre, fera le meilleur mot devant la caméra.

Un seul enjeu, nous disent-ils : la nation dans l'Europe ! Pas si sûr. Le goût du pouvoir, l'ivresse de la puissance et de la respectabilité et toutes ces valeurs morales qu'on nous serine depuis des siècles et que nous avons maintes et maintes fois dénoncées, sont encore plus fort que les motifs de la consultation eux-mêmes.

La droite, privée grâce à la victoire du Parti socialiste de l'année dernière de la responsabilité des principaux rouages des institutions politiques de l'Etat, entend bien se forger une légitimité populaire. On ne sait jamais. Il lui faut absolument exorciser les temps présents du « à tous les coups l'on perd ». L'échéance de 1993 n'est pas non plus une mince affaire. Mais comment gagner quand on s'y prend plus que mal. Pour nous autres, anarchistes, qui n'avons que faire du suffrage universel social-démocrate tel qu'on nous le propose, c'est en ricanant que nous assistons à ces combats fratricides entre les couches-culottes qui voudraient bien aller jouer dans la cour des grands, et les vieux cons que nous avons eu sur le dos pendant près de vingt ans et qui ne sont pas décidés à raccrocher la bicyclette au ratelier.

Sans aller jusqu'à souhaiter l'irruption dans le personnel politique d'un bataillon d'infirmière autrichiennes et de leurs remèdes sans appel, il est plus que nécessaire de démonopoliser notre espace de la présence nauséabonde de tous ces miasmes, de tout cette clique qui fait le lit de l'extrême droite et qui voudrait décider pour nous du bien et du mal, du beau et du vilain, et de tout ce que nous avons besoin et de ce dont nous pouvons nous passer. Substituer Chirac ou Giscard par des jeunesses aux dents longues et ultra-afûtées, ne doit surtout pas nous leurrer. La fraîcheur, toute relative de leurs cellules est inversement proportionnelle à celle de leurs idées. Un seul remède efficace contre les politiciens : un bon coup de pied au cul !

FRANCE-LIBAN

Du bon usage de la société civile

LE général Aoun a donc relancé le conflit libanais en décidant, à la mi-mars, de s'attaquer à plus fort que lui : en engageant une « guerre de libération contre la Syrie ». Ainsi, un militaire chrétien (il n'y a semble-t-il pas de contradiction entre les deux termes...) a décidé de sacrifier une partie de la population chrétienne dans l'espoir de donner à ceux qui survivront un peu de liberté. Cet espoir, compte tenu de la position d'infériorité de l'armée libanaise, reposait donc d'une manière évidente sur la solidarité internationale.

Les chrétiens libanais vivant en France ont immédiatement réagi et ont parfaitement bien joué le rôle de martyrs. Tous les chrétiens de France ont été sensibilisés. Léotard lui-même, que les rénovateurs autrement nommés « cadets de la droite » n'avaient pu sortir de sa léthargie, ne cesse plus d'intervenir en faveur des chrétiens du Liban. L'Eglise est mobilisée, elle organise des journées de prière avec des vedettes de la politique, des soirées œcuméniques avec des juifs, des musulmans, des bouddhistes... Il n'est question que de restaurer la paix au Liban, mais qu'on ne s'y méprenne pas, pour eux la paix passe par une victoire qui, si elle ne peut être diplomatique, sera militaire. Les « intellectuels » eux-mêmes, éternels pétitionnaires, y sont allés de leur petite manif demandant la nationalité libanaise. Mitterrand était donc interpellé, il devait réagir. Les chrétiens, tout de même, cela représente pas mal d'électeurs en France. Comment intervenir dans une telle situation sans, au minimum, paraître faire le jeu de l'une des parties ? L'aide humanitaire est évidemment le meilleur thème, pour ne pas dire le meilleur cheval de bataille.

Mais voilà, au Liban, l'aide humanitaire aussi est un engagement. Le général Aoun joue au poker et Mitterrand sort son joker : Kouchner. Allons voyons, lui n'est ni un politique ni un militaire, vous pouvez avoir confiance... le paté de maison dans lequel il réside à tout de même été bombardé sitôt après que des blessés chrétiens aient été embarqués sur le fameux navire-hôpital. Promettant que l'aide humanitaire ne s'adressait pas aux seuls chrétiens, Mitterrand a gagné immédiatement la rancœur de ceux-ci.

Les choses vont-elles s'arranger après la déclaration d'Aoun demandant, vendredi dernier, « *à tous les Libanais de frapper les intérêts syriens au Liban et partout dans le monde* ». Joumblatt, le leader druze, a déjà montré qu'il avait du mal à retenir des menaces terroristes contre la France. Il faut savoir s'arrêter à temps, car c'est ainsi qu'on entre en guerre.

B. Kouchner et le général M. Aoun.

LE FURET

N°748 JEUDI 20 AVRIL 1989

COMATEC

Ça reprend ?

SACHANT combien la COMATEC a l'habitude de ne pas respecter ses promesses, tout le monde attendait les feuilles de paye de mars. La COMATEC n'a pas déçu. Le protocole d'accord n'est pas respecté.

L'accord

Rappelons, mais les lecteurs assidus du *Monde libertaire* le savent, qu'à la suite d'un mois de grève des nettoyeurs du métro émaillé d'incidents, dont certains graves comme à Nation et à la Gare de Lyon le vendredi 3 mars, un protocole d'accord avait été signé entre la CFDT, la COMATEC et en présence du médiateur Gilles Bélier. Le protocole prévoyait un salaire net hors-primes conventionnelles de 5 150 F. La COMATEC, elle-même, expliquait l'accord dans un tract de manière très restrictive néanmoins.

Son application à la mode COMATEC

La COMATEC, qui n'arrive manifestement pas à digérer sa « défaite », a créé pour l'occasion une prime mensuelle de vacances, qu'elle considère comme ne faisant pas partie des primes conventionnelles. Mais, même avec cette prime, il manque encore de 300 à 400 F. Dès la distribution des feuilles de paye, c'est le tollé général. Certains débrayent, comme à Créteil. Au premier contact, la direction de la COMATEC dit que c'est une erreur. Mais à la réunion de DP du 13 avril, elle confirme les payes. D'autre part, la même semaine, un responsable de la COMATEC a frappé deux nettoyeurs. La réunion de DP, houleuse, est suspendue avant son terme.

Tracasseries

Depuis la reprise du travail, certains nettoyeurs sont embêtés. Parmi ceux qui ont adhéré à la CNT, les responsables ont voulu qu'ils fassent les graffitis alors que le produit utilisé est très dangereux et qu'ils ne faisaient pas ce travail avant. Pour d'autres, les responsables voulaient les déplacer, et un autre a eu un avertissement. Il devait faire 45 voitures de nuit, alors que le conflit portait aussi sur le retour à une charge de travail inférieure (avant le chiffre était de 35). En plus les voitures sont à deux endroits différents et il faut prendre le métro pour se déplacer d'un lieu de travail à l'autre ! De plus, cet adhérent est soigné pour de la sacoïdose, et son certificat médical stipule que l'on doit lui éviter les déplacements ! Après son refus d'accepter de telles conditions de travail, la COMATEC lui a infligé un avertissement.

Quelles perspectives ?

Suite à la réunion de garde, il paraissait vraisemblable que la grève allait démarrer. Encore vendredi-matin, le COMATEC restait très méprisante. Après une intervention du médiateur auprès de la COMATEC, celle-ci modifia son attitude dès l'après-midi. Les choses devraient s'arranger. Seulement, avec la COMATEC, allez savoir ? Peut-être que quand vous lirez ces lignes les nettoyeurs seront en grève. Si cela devait-être le cas, un soutien rapide est indispensable car la situation s'envenimera certainement très vite. Votre présence à la fête de soutien, le 21 avril aux Vignoles (à partir de 18 heures), sera une première chose importante.

La CNT continue

Quant à nous, mise à part la situation conflictuelle que nous suivons (comme la CFDT) et sur laquelle nous sommes prêts à réagir, nous avons présenté une liste de candidats aux élections de délégués du personnel le 17 mai. Comme nous nous y attendions, notre présence au premier tour est contestée. Il y aura donc un procès sur notre représentativité que nous comptons gagner. Nous remercions au passage tous ceux qui nous ont soutenu financièrement, puisque nous avons réuni à l'heure actuelle plus de 25 000 F de solidarité. Nous tiendrons régulièrement les lecteurs du *Monde libertaire* au courant, comme nous l'avons fait jusqu'à présent.

ALAIN
(Syndicat des transports CNT)

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

en bref...en bref...

• **MANIFESTATION.**
A l'initiative de nombreuses associations, du SCALP et de REFLEX, et dans le cadre de la Journée européenne d'action antifasciste, antiraciste et antisexiste, vous êtes tous appelés à la manifestation du 22 avril 1989 à 15 h, place de l'Europe (métro Europe) : pour une Europe ouverte, contre le racisme, contre les espaces d'expression pour le fascisme, pour refuser qu'il y est des citoyens et des citoyennes de seconde zone.

• **SOUTIEN.**
Le fanzine *Zine of Shit* vient de sortir une K7 de soutien au SCALP avec, entre autres, Verdun, Scraps, Die Trotell, Outrage Rebellion, etc. On peut se la procurer au prix de 20 F (plus 3,70 F de port) chez *Zine of Shit*, BP 11, 44401 Reze cedex. Le SCALP reçoit 10 F par K7 vendue (chèques sans ordre).

• **STAGE INTENSIF D'ESPÉRANTO.**
Stages intensif d'espéranto. Prochains cycles : niveau 1 (22 et 23 avril) ; niveau 2 (20 et 21 mai) ; niveau 3 (10 et 11 juin). Inscription par téléphone au : 47.97.87.05. Documentation : SAT-Amikaro, 67, rue Gambetta, 75020 Paris.

• **SOLIDARITÉ.**
La CNT de la région parisienne organise, le vendredi 21 avril 1989 à partir de 18 h, au 33, rue des Vignoles à Paris (métro : Avron et Buzenval), une fête de solidarité avec les grévistes nettoyeurs du métro (entreprise la COMATEC) et de soutien au *Combat syndicaliste*. Au programme : une projection d'un montage vidéo sur la grève des nettoyeurs du métro, une exposition sur la grève, un buffet-bar, une table de presse et, à 20 h 30, Alain Aurenche pour la partie artistique.

CORSE

Vers l'autonomie ?

DEUX mois de conflit déjà, et toujours face à face salariés déterminés et gouvernement hautain. Le gouvernement traite les fonctionnaires en grève de manière insultante. Son comportement odieux lui est permis par l'inexistence de la classe ouvrière française (1). Pendant près d'un mois de grève, il refuse d'ouvrir les négociations, elles s'ouvrent enfin et, alors que la raison de la grève est la vie chère, le gouvernement s'entête à manœuvrer sur le thème de la prime de transport. Il rompt les négociations et donne mission aux deux préfets de Corse de faire reprendre le travail aux grévistes... Même si le gouvernement devait appliquer dans les faits la volonté qu'il exprime aujourd'hui, et s'attaquer aux mécanismes qui rendent la vie encore plus chère qu'ailleurs, il ne peut contourner le conflit par la promesse de réunir des tables rondes sans mettre en place immédiatement les mesures compensatrices, fussent-elles provisoires.

Manifestation du 12 avril à Bastia.

L'échec de la fermeté

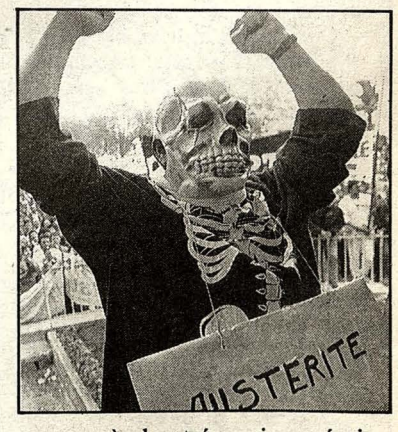
Par plusieurs fois, il a agit avec maladresse et échouer en voulant jouer la fermeté avec les salariés corses en grève pour en faire un exemple à l'usage de leurs homologues du continent. La CGT, quant à elle, commence à chercher à mobiliser sur le thème de la solidarité avec la grève des fonctionnaires de Corse, cela sera bien difficile puisque, selon un sondage, les quatre cinquièmes des Français considèrent leurs revendications injustifiées, d'où le comportement méprisant des Rocard et Durafour qui s'appuient sur l'opinion publique et la nourrissent en retour. Connaissant les possibilités de dérapage en Corse, on peut même se demander si le gouvernement ne prépare pas un processus d'autodétermination pour l'avenir.

Il lui aurait été facile de satisfaire les grévistes dès le début du conflit lancé par les postiers CGT et FO, ou de diviser les salariés en prenant des mesures différentes selon les administrations. Les organismes sociaux en grève avaient obtenu, fin 1988, des acquis signés par protocole d'accord qui n'étaient toujours pas régularisés au début du conflit des fonctionnaires. Il y a un mois, les pêcheurs obtenaient satisfaction et levaient le blocage des ports, aujourd'hui, devant la non-application des accords, ils menacent de relancer le blocus.

Voilà pourquoi il n'est pas exagéré de penser que le gouvernement, à moins d'être composé d'imbéciles — ce qui n'est pas à exclure —, a peut-être une arrière-pensée sur, au moins, un projet d'autonomie interne plus consistant que l'hersatz actuel. Sinon pourquoi Michel Rocard aurait-il fait ces rappels historiques devant l'Assemblée nationale, mercredi 12 avril, sur la dure conquête coloniale après l'achat de la Corse à Gêne, des critères de mobilisation en 1914 plus (durs en Corse qu'ailleurs, où l'on a mobilisé jusqu'aux pères de six enfants), de la spoliation des terres distribuées jusqu'à 90% aux colons pieds-noirs.

Le bras de fer

Auquel cas l'opinion corse et continentale seraient préparées au travers de ce bras de fer qui met l'économie corse à plat, déjà des centaines de licenciements techniques ont lieu avant la fermeture des entreprises les plus faciles. Le conflit fait apparaître avec quelle importance l'absence d'économie productive a porté la population corse vers la création de trop nombreux petits commerces en tout genre. L'étroitesse du marché favorise la montée des prix que ne compense pas l'argent de la continuité territoriale détournée par les compagnies de monopole du transport à leur profit, et non-utilisé au service du développement économique insulaire. Donc, nombre de commerces à la trésorerie précaire devront probablement fermer au cours des mois prochains, engageant la Corse dans une nouvelle situation de crise. Pour l'heure, les grévistes sont très mobilisés (voir la manifestation de Bastia du mercredi 12 avril), on s'installe dans la grève, et les syndicats envisagent la mise en place de services minimums pour les personnes en difficulté.



Fred ANTONI

(1) Le conflit est pourtant exemplaire, ormis le contenu réformiste de la prime d'insularité et le refus d'élargir la lutte au-delà des fonctionnaires, il y a une unité sans faille des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC, des retours réguliers devant les assemblées générales décisionnelles, la fermeté des responsables syndicaux jusqu'à présent qui sont allés jusqu'à squatter la préfecture de Bastia pendant une semaine.

CGT-PS

Syndicalisme ?

« *QUE sont mes amis devenus ?* », ainsi pourrait-on commencer. Quand, avant 1981, on rencontrait à la CGT des militants syndicalistes qui n'étaient pas au PCF, tout semblait aller comme sur des roulettes. C'est-à-dire qu'après avoir échangé des informations fraîches sur nos « malheurs » respectifs, on causait syndicalisme. L'Etat, le patronat, c'étaient comme de bien entendu les cibles favorites. Depuis 1981, il y a une sorte de malaise, ou plutôt un flou : le PS est au pouvoir.

On connaît la valse hésitation de la CGT et ses avatars, on se souvient des explications de texte qui faisaient du syndicat une force de proposition à la place d'une force de contestation.

Le syndicalisme, tel que les anarchistes l'entendent, et tel qu'il est défini dans les statuts de la CGT, est le rassemblement des salariés sur la base de leurs intérêts pour aller vers une transformation de la société. Tout ça, c'était bon avant le règne de Mitterrand, mais depuis le monde a changé, selon certains, du moins en France...

J'exagère ? Ceux qui, en avril 1981, s'engageaient au sein de la CGT dans un « recueil de documents » intitulé *Le débat ignoré* pour protester contre l'alignement de la CGT sur le programme du PCF, l'auraient-ils fait tous avec autant de vigueur s'il s'était agit du PS ? Ou plus précisément si la CGT avait soutenu Mitterrand au lieu de Marchais ?

On se rend compte qu'il y a des socialistes à la commission exécutive de la CGT quand leur gagne-pain est mis en danger... Une interview à *Libération*, il y a 15 jours, du « chef de file des socialistes de la CGT », André Deluchat, nous apprend que Montreuil envisage de réduire de 10 à 5 le nombre de délégués socialistes dans la commission exécutive. Du coup, ceux-ci menacent d'abandonner leurs responsabilités au sein des instances dirigeantes...

Combat de crocodiles bureaucrates, juste lutte pour le droit d'opinion, nécessaire sursaut pour la démocratie ? Il nous semble à nous, anarchistes, que le syndicalisme est bien loin... Ceux qui crient au loup à la CGT sont-ils les mêmes qui excluent à la CFDT ? Il semblerait que oui ! Tout bouge en vue de l'Europe... mais que font donc ceux de l'ACO (Action catholique ouvrière) qui sont représentés à la commission exécutive de la CGT par le camarade Lacombe ? On en cause rarement, ça vaudra sûrement le temps d'un article. En attendant, ceux du PS haussent le ton à la CGT. Veulent-ils changer de crèmerie ? Va savoir et lire dans le marc de café pour leur restructuration « syndicale » !

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

N°748 JEUDI 20 AVRIL 1989

PROCÈS

Vers quelle justice dix ans après ?

Le 17 avril prochain, va s'ouvrir pour quinze jours, devant la Cours d'assises de Douai, un procès d'un genre un peu spécial. Treize inculpés pour un vol à main armée commis près de 10 ans auparavant, le 28 août 1979, à Condé-sur-Escaut.

Dix ans pour une instruction judiciaire, dont on ne pourra pas dire cette fois-ci qu'elle fût baclée.

La rédaction

LE 28 août 1979, donc, la perception de Condé-sur-Escaut (Nord) est attaquée. Le préjudice sera de 16 millions de francs. Les premières arrestations vont avoir lieu au mois de novembre de la même année. Sans doute par des recoupements de fichiers dont elle a le secret, la police et, par conséquent, la presse vont alors parler de

terrorisme et, plus particulièrement, des GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationaliste, surtout actifs dans la lutte antifranquiste). Annie Desseaux et José de Miguel seront alors inculpés de vol avec arme, d'association de malfaiteurs et de recel.

D'autres arrestations vont suivre en mars 1980, et quatre militants italiens d'extrême gauche vont être incarcérés. Parmi ceux-ci, trois vont, au cours de leur garde à vue, reconnaître leur participation au hold-up sous la pression d'une expulsion immédiate vers l'Italie où ils sont recherchés. Dès lors, l'affaire est confiée à la Cour de sûreté de l'Etat, et tous les inculpés embastillés icelle. La demande d'extradition formulée par l'Etat italien ne sera d'ailleurs pas prise en compte.

D'autres arrestations vont suivre en 1981. Ce sont, à leur tour, cinq militants libertaires — dont deux femmes seront relachées deux mois et demi plus tard — qui seront inculpés de recel qualifié, d'association de malfaiteurs et de toutes sortes de réjouissances plus ou moins aggravantes les unes que les autres.

Le 24 juillet 1981, la Cour de sûreté de l'Etat se désaisie de l'affaire au profit d'une juridiction « traditionnelle » de droit commun, cette même Cour de sûreté sera définitivement abolie le 29 juillet suivant, dans un soucis de « *préoccupation de réconciliation nationale* », et le dossier sera alors soumis à la pratique dite du « saucissonnage » et sera débité en tranches entre plusieurs juges d'instruction.

Le désaisissement aura pour conséquence de ne pas faire bénéficier les inculpés de la loi d'amnistie du 4

août 1981. Les avocats des inculpés vont d'ailleurs protester lors d'une conférence de presse dans les locaux de la Ligue des droits de l'homme, le 30 juillet. De plus, pour contrer le désaisissement du dossier de Condé, et afin d'éviter que des juridictions fassent obstacle au bénéfice de l'amnistie en déqualifiant les faits poursuivis, les députés socialistes, Worms, Roger-Machard, Marchand et Richard, proposent et font adopter une amendement qui précise que l'amnistie s'applique « *quelque soit la juridiction saisie* ».

Borné, le juge d'instruction de Valenciennes va tout de même refuser l'amnistie, et ce malgré les réactions de cinquante personnalités, du Syndicat de la magistrature, du PSU, du Syndicat des correcteurs, de la LCR, etc. Ce n'est qu'à l'issue d'une grève de la faim, qu'entre le 30 septembre et le 7 octobre 1981, la totalité des détenus de l'affaire de Condé seront libérés pour « raisons médicales ».

Deux autres personnes seront inculpées sans détention en 1983. Le saucissonnage du dossier — cinq juges au total vont se partager le morceau — aura pour conséquences immédiates diverses condamnations pour détention ou fabrication de documents administratifs. Un juge d'instruction accordera un non-lieu et la 12e chambre correctionnelle de Paris, statuant sur un dossier de contrefaçon de documents administratifs en tous points similaires aux autres, se prononcera pour un sursis à statuer, c'est-à-dire décidera d'attendre que l'affaire de Condé soit jugée, reconnaissant implicitement que le dossier constituait une partie du dossier et oblitérait ainsi l'esprit de la décision de la hiérarchie judiciaire.

C'est donc à partir de cet imbroglio juridico-administratif que vont comparaître les inculpés.

Et si on parlait politique ?

Comme on peut le constater, la complexité de l'affaire ne justifie en rien le surréalisme procédurier de l'administration qui aura vu s'épuiser sous elle, durant cette période, six gardes des Sceaux successifs. Faut-il considérer, alors, que le pouvoir est un peu gêné aux entournures pour juger si tard les treize inculpés un peu trop remuants à ses yeux, ou plutôt vont-ils faire les frais de différents règlements de comptes entre certaines administrations, les unes hostiles au pouvoir socialiste et d'autres franchement mitterrandophiles ?

Un élément de réponse apparaît dans la position de certains policiers, membres très réactionnaires du syndicat CFTC, qui, dès août 1981, avaient déclaré : « *désapprouver catégoriquement la soudaine libération de nombreux prisonniers inculpés condamnés par des juridictions légales de droit commun ou d'exception* » (sic), précisant en outre que les auteurs de vol à main armée avaient pu commettre leurs actes « *sous couvert d'idées politiques de circonstances nullement représentées dans les assemblées parlementaires...* » (1).

Il est bien évident que la pression policière ne se manifeste pas toujours de cette façon, aussi imbécile et caricaturale, mais il y a gros à parier que le lobby policier n'est sans doute pas pour rien dans le désaisissement de l'affaire quatre jours avant la disparition définitive de la Cour du sûreté de l'Etat.

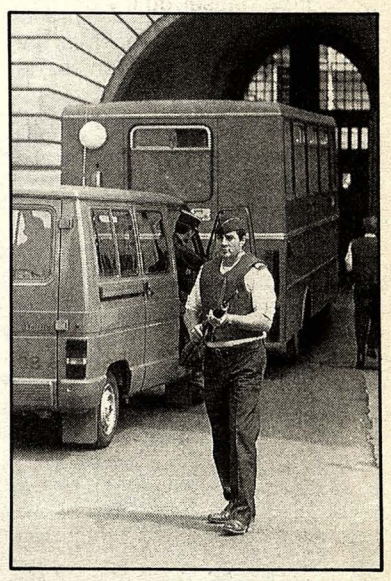
Mais, non seulement le travail policier n'aura pas été vain, mais la personnalité même des accusés aura beaucoup milité dans la lourdeur de l'instruction.

Ce ne sont pas là, en effet, des braqueurs ordinaires qui auraient fait un beau coup. Tous, sans exception, sont des militants. Leurs diverses origines, les GARI pour certains, l'extrême gauche italienne, le mouvement libertaire pour d'autres, mais aussi la lourdeur de la répression en Italie pendant les années de plomb, en Allemagne, en Espagne, ont fait, durant le fin de ces années 70 qui voyaient disparaître dans le sang la RAF et les Brigades rouges, se retrouver en France un certain nombre de réfugiés. L'absence de statut, de papiers, de ressources ont ainsi généré la tentation de l'illégalisme, dont ils subissent, dix ans plus tard, les conséquences. Le contexte aidant, et l'atmosphère de pourriture de fin de règne de la droite en France ont fait le reste. Il n'est pas inutile de rappeler que la clandestinité coûte chère en faux-vrais papiers, en planques et en déplacements de tous ordres.

Et la rumeur

Les ingrédients du cocktail sont désormais réunis. Il n'en fallut pas plus à la presse de l'époque, qui ne s'en n'est pas privée, pour avancer des assimilations hâtives et des affirmations doûteuses. Action directe *or not* Action directe ? Un des torchons de la presse Hersant, si prompt à s'émouvoir, a lancé récemment ses premières banderilles en laissant planer un doute grossier et un soupçon de plus... Le butin aurait peut-être servi à financer Action directe, et l'un des inculpés serait soupçonné d'avoir participé à l'assassinat d'Aldo Moro. Les précautions d'usage sont bien entendu prises, mais le pet est lancé et la baudruche risque d'enfler encore plus dans les jours qui viennent. De là à conclure que l'affaire est banale, c'est aller un peu vite en besogne.

Les inculpés, tout en revendiquant le côté politique et en soulignant la nécessaire solidarité collective qui animera leur défense devant la « justice populaire », sont tout à fait conscients de l'importance de leur geste.



Il reste que, dix ans après, à aucun moment l'ordre public n'aura été perturbé ni même menacé par ces « terroristes », et que l'on ne trouve aucune trace de leur présence dans la dérive sanglante de Rouillan, Ménigon et consorts...

« *La préoccupation de réconciliation nationale* », qui avait présidé à la disparition de la Cour de sûreté de l'Etat et, partant, à l'amnistie de tous les prisonniers de cette juridiction d'exception, va-t-elle enfin pouvoir s'exprimer autrement que par un décret, mais dans la pratique ?

Emile VANHECKE

(1) Le Quotidien de Paris *du 21 août 1981.*

BÂTIMENT D3 DE FLEURY-MÉROGIS

Sévices et tabassages

LE bâtiment D3 est l'un des fiefs des organisations pénitentiaires poujadistes et lepéniste qui usurpent allègrement les étiquettes syndicales : CGT et FO en tête ! Ici, les surveillants affectés à la surveillance des mitards exercent une « liberté syndicale » que beaucoup de leurs collègues espèrent maintenir, au moins autant qu'ils espèrent obtenir une retraite à 50 ans. Ils « rationnent » les repas

des détenus au mitard, dévorent à pleines dents la gamelle et choisissent qui ne mangera pas et, surtout, qui mangera quoi... Celui-là n'aura qu'une merguez ou une saucisse, au lieu des deux normalement distribuées. Tel autre n'en aura aucune.

Récemment, un Italien d'âge mûr a été particulièrement soigné. Les imaginatifs syndicalistes pénitentiaires ont versé une cuillère à soupe seulement de haricots dans l'écuelle. Ensuite, ils sont allés en procession rajouter de l'eau, beaucoup d'eau, en guise de sauce, puis une centaine de grammes de sel, enfin autant de sucre...

Sur les portes de la plupart des cellules est inscrit « *n'a pas le droit de recevoir de l'eau, des livres, des cigarettes, du feu, etc.* ». Les matons choisissent jusqu'à l'habillement des détenus. Certains sont d'abord laissés nus. D'autres restent en pyjama ou en caleçon. Autre invention délicieuse : les gardiens jettent fréquement sur les taulards des seaux d'eau saturés en eau de javel. Qu'entend-t-on par Etat de droit ?

L'un des derniers suicidés du mitard n'a même pas pu supporter d'attendre la sortie du quartier de punition pour se pendre. Ce jeune malheureux s'est tailladé les deux poignets, avant de s'accrocher et de mourir, à bout de solitude et de brimades. Avait-il été, comme tant d'autres, battu régulièrement ? Avait-il, de surcroit, pu entendre les échos de sinistres tabassages infligés à d'autres détenus ? Avait-il été effrayé et désespéré par les cris et les pleurs des prisonniers frappés parfois jusqu'à perte de connaissance ?

Des surveillants ont été vus en train de piétiner une ration de pain, avant de la donner à un taulard. Ces informations m'ont été données de façon certaine par un témoin direct, qui a noté les dates précises de ces exactions. Une enquête peut être établie aisément à partir de ces éléments. Je demande à être entendu, afin de communiquer le nom de mon témoin. Il serait bon que l'opinion publique sache quel genre d'individus a pu intégrer l'administration pénitenciaire. Peut-être alors s'étonnera-t-on beaucoup moins de les voir se placer au-dessus des lois, prétendre dicter à un gouvernement la politique pénitenciaire et ne pas reculer à inciter les détenus aux mutineries.

Jean-Claude REILLES

BARRAGE DU SERRE-DE-LA-FARE

De l'opposition à l'occupation

LA poursuite de l'aménagement de la Loire par le programme colossal de l'EPALA (Etablissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents) et la construction de son premier barrage en amont du Puy-en-Velay, à Serre-de-la-Fare, est exemplaire à plusieurs titres :

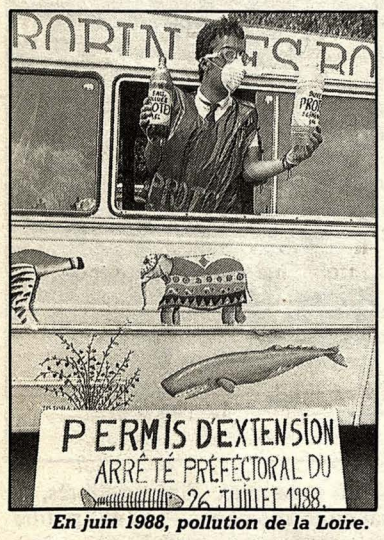
• du poids des féodalités politiques (cf. Royer, maire de Tours, président de l'EPALA, qui s'identifie personnellement à cette entreprise pharaonique) ;

• du fonctionnement des rouages démocratiques qui assujettissent la société et la nature aux diktats des lobbies technocrates et industriels des travaux publics ;

• de la fuite en avant de la machine sociale capitaliste qui, à chaque aménagement déséquilibrant la vie sur terre, est obligée d'en rajouter un autre, et ainsi de suite.

Depuis longtemps les excès de la Loire — crues ou périodes de bas étiage — constituaient comme un défi à la capitalisation du monde, dont le principe est de remodeler totalement la nature pour en faire un support neutre minimisant les risques : le calcul de rentabilité optimum implique que ses composants matériels (hommes, nature, machines) deviennent adéquats, *au préalable*, au but recherché — la taylorisation du travail n'est pas autre chose. La régulation du débit de la Loire constitue, pour la pensée technicienne, le passage obligé pour une irrigation agricole assurée à bas prix, pour une urbanisation progressive dans le lit du fleuve sans la menace de ses colères, pour un refroidissement garanti des centrales nucléaires.

Le projet de barrage de Serre-de-la-Fare a été plusieurs fois avancé et retiré (cf les articles de *La Gueule Ouverte* au moment de Naussac). Dans les années 70, les élus locaux de Haute-Loire s'y opposent majoritairement. Puis, la crue de septembre 1980 (7 morts) assoit l'idée de sa réalisation : c'est que l'urbanisation de la banlieue du Puy avait fait fi des préoccupations pourtant respectées par les générations précédentes, le long des rives du fleuve. « *Ecréter les crues* », devient un leitmotiv qui ne souffre aucune contestation.



En juin 1988, pollution de la Loire.

Le barrage, c'est la nature en cage

Dans la foulée de la construction de Naussac sur l'Allier par le SOMIVAL, puis celui de Villerest par une institution départementale déjà présidée par Royer (dont l'aventure financière reste dans toutes les mémoires), l'EPALA est fondé pour achever de museler le fleuve et d'en faire un système de réservoirs régulés uniquement pour les besoins de l'économie.

Waechter en campagne électorale sur le terrain.

La nature, comme entité indépendante, menace de disparaître pour être remplacée par un « milieu » balisé, régulé, manipulé, surveillé.

Mais cette entreprise historique et impersonnelle de domestication de la nature et des hommes est pourtant mise en œuvre par des hommes concrets, et leurs organisations animées des phantasmes de domination les plus déments.

L'EPALA est symptomatique des règles démocratiques par lesquelles le poids de quelques-uns, habiles manœuvriers ou vieux routiers de la manipulation politique, peuvent triompher de l'inertie de la majorité. Ainsi, les lubies des décideurs sont payés par les impôts du plus grand nombre, et n'importe quelle réalisation grotesque permet des dépenses somptuaires de frais généraux.

L'EPALA est un syndicat mixte regroupant des collectivités locales : régions, départements, communes. Leurs représentants siègent au comité syndical, dont les délibérations ont pouvoir de décision ; c'est dire si absentéisme chronique, incompétence et mensonges — on a vu le délégué de la Lozère insister pour la mise en œuvre rapide de la deuxième tranche de Naussac, soit-disant pour protéger Langogne qui se situe en amont ! — concourent aux résolutions les plus extravagantes. Concernant plus particulièrement Serre-de-la-Fare, on a pu lire dans un compte-rendu d'une réunion de travail entre l'EPALA et la préfecture de la Haute-Loire que la déclaration d'utilité publique du barrage était suspendue à l'accord de financement d'un golf comme équipement à vocation touristique permettant « d'habiller » le plan d'eau.

La personnalité de Royer est centrale : l'EPALA est sa féodalité, l'aménagement de la Loire l'œuvre de sa vie qu'il prétend léguer à l'humanité. Son ambition d'aménageur est le substitut obligé à son dessein politique national avorté (cf. les élections présidentielles de 1974).

La *pathologie* du responsable politique est particulièrement facile à dessiner avec un sujet comme Royer : habitué à n'être jamais contrarié, à se croire indispensable, « drogué-à-mort » aux hommages honorifiques, l'attachement caractériel de Royer à l'aménagement de la Loire est favorisé par le rapport de forces politiques dont il jouit à l'Assemblée nationale. Député non inscrit, quoi que reconnu pour ses vues rétrogrades, il est la voix d'appoint dont la valeur est d'autant plus grande que les majorités parlementaires sont courtes.

Par ailleurs, concédons que ses obsessions ont un fondement réel :

1. pallier l'inflation de permis de construire qu'il délivra à Tours en zone inondable ;

2. diluer la pollution pour permettre un approvisionnement correct en eau potable de l'agglomération tourangelle — on se rappelle les Tourangeaux privés, en juin 1988, d'eau pendant 10 jours à la suite de l'accident (?) de l'usine Protex ;

3. remédier à l'état lamentable du fleuve, dont le lit creusé par les gravières provoqua l'effondrement du pont Wilson à Tours dans les années 70...

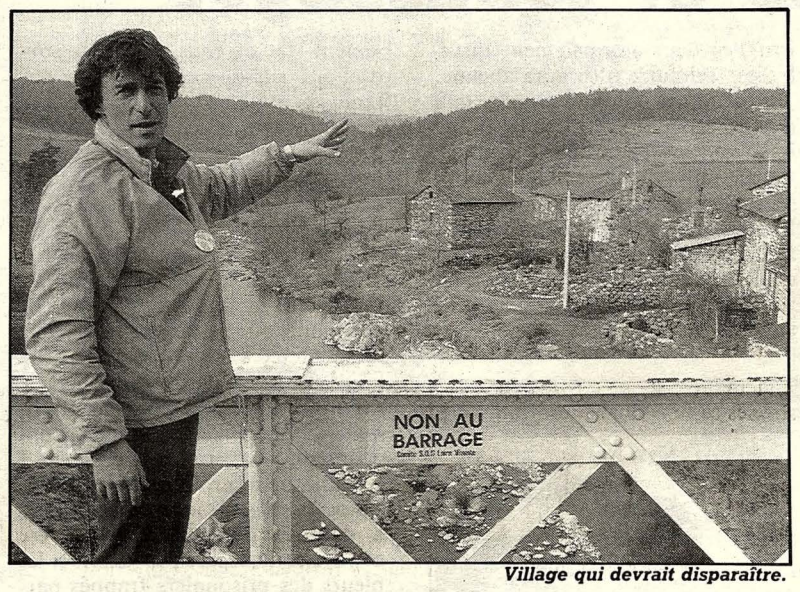
Au fur et à mesure que le projet de barrage se précisait, à l'orée des années 80, les groupes de protection de la nature se mobilisèrent pour donner « Loire vivante » en 1986, regroupant diverses associations et scientifiques du Gerbier-des-Joncs à Saint-Nazaire. Mais c'est seulement en 1988, à l'approche de l'enquête d'utilité publique que se forma, au Puy, « SOS-Loire vivante », regroupant des individus de sensibilités diverses.

Le barrage nous fout la rage

Grâce aux actions d'information du comité « SOS-Loire vivante » (affiches, tracts, réunions, fêtes, pétitions), plusieurs centaines de lettres d'opposition et 4 000 signatures furent adressées aux commissaires-enquêteurs. Au début de l'été, le rapport de la commission d'enquête souligna de grosses lacunes et émit des réserves contraignantes, ce qui permit aux opposants de ne pas considérer la partie comme perdue d'avance. Le nombre d'adhérents au comité passa rapidement d'une centaine à près de 500, ce qui au plan local est exceptionnel.

Pour faire avaler la pilule, l'EPALA se met en tête de transformer le barrage et son plan d'eau en soutien d'étiage, en été, l'accessibilité problématique des rives rend le projet farfelu. Pour arracher le morceau, Royer offre une dernière rallonge de 5 à 10 millions de francs aux communes concernées.

Dans le même temps, « SOS-Loire vivante » exhume et remet en valeur les sentiers dans les gorges de la Loire et fait connaître les lieux les plus remarquables, quoi que peu connus : la source de Bonnefon, les gorges de la Beaume, les sites archéologiques. Une délégation part en Autriche rencontrer les opposants au barrage d'Hainburg qui, là-bas, eurent gain de cause. Le fonctionnement du comité réunit donc des initiatives diverses plus ou moins coordonnées par une réunion hebdomadaire générale : sur une trentaine de participants réguliers, une dizaine concentre les démarches vers les autres associations nationales et internationales (Robin-des-Bois, le WWF, etc.).



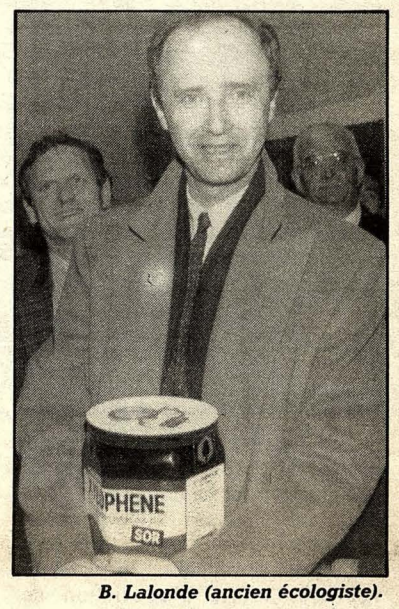
Village qui devrait disparaître.

La signature de la déclaration d'utilité publique relève du préfet. Malgré les admonestations publiques de Royer, celui-ci tarde. Les principaux animateurs du comité se lancent dès lors dans une course à l'influence médiatique et gouvernementale. Les réunions succèdent aux réunions, créant l'illusion d'un dialogue possible entre bétonneurs et opposants. Par contre, la mobilisation populaire sur le plan local est négligée.

B. Lalonde donne le feu vert à la mi-février. Dès lors, le préfet, couvert, signe la déclaration d'utilité publique le 18 février 1989.

L'occupation, d'abord symbolique, se met en place. Ensuite, un village de tentes est installé au pont de Chadron. Les premières actions de paralysie des avant-travaux du chantier sont organisées. Des délégations étrangères (allemandes, suisses, autrichiennes) arrivent pour participer à l'occupation.

Tandis que certains animateurs du comité, au Puy, entament « la longue marche » du dossier juridique pouvant permettre de casser la déclaration d'utilité publique et de mettre en question l'EPALA, d'autres font la campagne municipale dans une liste des « Verts ». Quant à eux, les occupants du site tentent de multiplier les contacts avec les villages alentour. C'est qu'il faut rapidement réveiller le soutien populaire : en face l'EPALA procède avec précipitation au règlement financier (à 2 ou 3 fois leur valeur) de l'achat des terrains, avec la prétention que la conclusion des transactions rendrait le projet irréversible.


B. Lalonde (ancien écologiste).

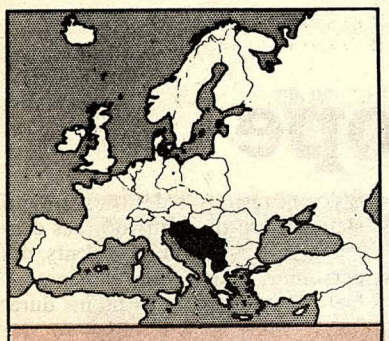
Avec l'occupation, l'intérêt porté à l'opposition au projet de barrage s'enrichit : les occupants sont, pour partie, des individus entrés récemment dans la lutte. L'occupation, par ses nécessités même, qui sont en contradiction avec la vie figée dans le salariat, ouvre de nouvelles perspectives qui échappent aux stratèges des organisations écologistes. A terme, et de par son mouvement, l'opposition-occupation engendre un décloisonnement entre les individus et une critique de ce mode de vie aliéné qui a besoin des barrages.

Si l'occupation est ressentie avec sympathie par la population locale qui, majoritairement, est hostile au barrage, le défaitisme reste grand. A part l'expérience de quelques grèves ouvrières dures, comme celles des Tanneries ou d'Elastel au Puy, ou de l'agitation sporadique des agriculteurs, la population n'a pas le sentiment de pouvoir renverser le cours des choses, aussi révoltant soit-il.

Aussi, l'*extension de l'occupation* — par la multiplication des camps, le squatt des bâtiments déjà en possession de l'EPALA, l'organisation de fêtes sur le site — et la résistance au début des travaux permettront à la population d'y croire de nouveau, par la démonstration de notre force de mobilisation au plan régional, national et international, et de notre détermination. La discussion des moyens d'action peut profiter de l'affluence traditionnelle du week-end sur le site pour insuffler cette dynamique.

Le rassemblement international organisé au Puy-en-Velay et sur le site, les 29, 30 avril et le 1er mai constituera, vis-à-vis des pouvoirs politiques régionaux et nationaux, un test décisif.

Des opposants-occupants de Serre-de-la-Fare



Yougoslavie

KOSSOVO

Vers la guerre civile ?

DEPUIS plus d'un an, des discussions, des débats étaient menés autour des amendements à apporter à la Constitution de la République socialiste de Serbie. Le nouveau texte constitutionnel a été proclamé le 28 mars, alors qu'au Kossovo manifestants albanais et forces de sécurité s'affrontaient violemment, et constitue aux yeux des dirigeants serbes un acte historique qui va « *réparer les injustices imposées à la Serbie depuis plusieurs décennies* ».

Une grande partie des amendements concerne les réformes d'ordre socio-économique. Mais le tournant marqué par l'adoption de ces textes est l'annihilation de l'autonomie politique de la province autonome du Kossovo peuplée à près de 90% d'Albanais. La Serbie a récupéré l'exercice de ses fonctions d'Etat sur l'ensemble de son territoire, c'est-à-dire que les provinces autonomes de Voïvodine et du Kossovo viennent de perdre leur prérogatives en matière de justice (les trois entités qui constituent la République socialiste de Serbie avaient leurs propres lois), dans le domaine de la sécurité, de la défense populaire, de la politique extérieure... Les systèmes d'éducation, de santé, de protection sociale seront unifiés.

D'autre part, les deux provinces perdent leur pouvoir constitutionnel. La Voïvodine et le Kossovo avaient été constitués en provinces autonomes rattachées à la République populaire de Serbie en 1945 du fait de la structure de leur population : en Voïvodine, vivent des minorités nationales hongroise, slovaque, roumaine, ruthène... Le Kossovo est peuplé d'une forte minorité albanaise. La Constitution de 1974, instaurant une décentralisation des différents pouvoirs, avait accordé une forte autonomie à l'ensemble des républiques et aux provinces autonomes qui obtenaient de fait les mêmes pouvoirs que les républiques.

On comprend donc que cette réforme ait suscité des inquiétudes chez les Albanais du Kossovo. Les dirigeants albanais opposés à la politique du leader de la Ligue communiste serbe, Slobodan Milosević, soutenu massivement par la population serbe, ont été démissionnés en novembre dernier. Cette pression des communistes serbes sur les instances politiques du Kossovo avait provoqué des manifestations importantes d'Albanais à Pristina, la capitale de la province.

Aux mois de décembre et de janvier, la situation s'était quelque peu apaisée mais, en février, plusieurs événements et manœuvres politiques ont contribué à la dégradation de la situation déjà tendue. A la fin du mois de janvier, le « renouvellement des cadres » a amené à la tête du parti du Kossovo des hommes « dociles » non opposés à la révision constitutionnelle.

Au début du mois de février, les travailleurs albanais ont commencé à agir, à se rassembler, notamment à Trepca où, le 21 février, une grève de la faim a été engagée par plusieurs centaines de mineurs. Ces derniers ont exigé la garantie que les principes de la Constitution de 1974 ne soient pas modifiés, que Rahman Morina, président du comité provincial de la ligue communiste, démissionne. La grève s'est étendue rapidement à l'ensemble des collectifs de travail du Kossovo, aux artisans et commerçants, aux étudiants qui ont décidé de boycotter leurs cours.

Face à la grève générale

Face à cette grève générale, le 27 février, la présidence yougoslave a ordonné la prise de mesures d'exception au Kossovo pour « *protéger l'ordre constitutionnel, pour assurer la paix et l'ordre public, la sécurité de tous les citoyens de la province* ». Ce jour-là, un meeting de solidarité avec les mineurs en grève à Ljubljana, capitale de la République socialiste de Slovénie, et la démission de certains dirigeants du Kossovo ont provoqué à Belgrade une manifestation étudiante qui, dans la nuit, n'a cessé d'attirer du monde.

Le lendemain, plus d'un million de personnes se retrouvaient devant le Parlement fédéral pour protester contre l'attitude, les prises de position des dirigeants slovènes et croates, pour s'opposer à la démission de R. Morina. Au cours de ce nouveau meeting, les différents orateurs ont accusé la direction politique slovène de « *s'opposer à la politique de la Ligue communiste yougoslave concernant le Kossovo, ce qui est un coup dur contre la Yougoslavie en tant que communauté de peuples et nationalités égaux. C'est une attaque contre la souveraineté et l'intégrité de la Yougoslavie...* ».

On reprochera également aux Slovènes et aux Croates d'avoir accepté la création de partis, d'associations politiques, « *ce qui est un acte anti-constitutionnel* » aux yeux des communistes serbes. On voit donc à quel point la Yougoslavie est divisée politiquement.

Les blindés de la police entrant dans Pristina le 1 mars 1989.

Le couvre-feu au Kossovo.

L'état d'urgence n'a rien réglé

L'état d'urgence au Kossovo et les réquisitions pour forcer les ouvriers à reprendre le travail n'ont rien réglé. Le jeudi 23 mars, l'Assemblée de la province du Kossovo a adopté les changements de la Constitution de la République socialiste de Serbie. Ce même jour, des manifestations ont éclaté un peu partout dans la province, notamment à Urosevac, où les unités spéciales de la police et des Albanais se sont affrontés vigoureusement.

Le lundi 27 mars, la situation s'est sensiblement dégradée, on a commencé à compter les premiers morts. Les heurts violents ont pris très vite les caractères d'un soulèvement insurrectionnel. Le 28, le couvre-feu a été instauré. Officiellement, les émeutes ont fait 24 morts. Les jours suivants, le calme a régné, les forces anti-émeutes ont été multipliées, 15 000 soldats, des dizaines de chars patrouillent dans la province.

Pour les communistes serbes, ces émeutes sont la continuité des événements contre-révolutionnaires du printemps 1981, où une protestation étudiante contre les conditions de vie précaires avait tourné à la révolte. Les troubles, à l'époque, avaient fait officiellement de 9 à 11 morts. Les enquêtes de la police avaient « prouvé » une connexion des émeutiers avec les autorités de Tirana et des « organisations kominformistes ». De nombreux manifestants, en 1981, avaient réclamé le statut de république pour le Kossovo. Pour les autorités yougoslaves, cela constituerait le premier pas vers le rattachement du Kossovo à l'Albanie.

De plus, elles considèrent que le peuple albanais de Yougoslavie n'est pas une nation fondatrice du pays et que, de ce fait, sa revendication ne vaut rien. D'autre part, les Serbes sont très attachés au Kossovo, qui représente pour eux le centre historique de leur Etat médiéval... Mais en reprenant aujourd'hui le contrôle du Kossovo, les dirigeants serbes ne règlent rien. Il reste en Serbie toujours plus de 1 500 000 Albanais, dont il faut respecter la langue, la culture. Il reste une région largement sous-développée, dont il faudra bien tenir compte (le Kossovo coûterait à la fédération plus d'un million de dollars par jour). De plus, cette réforme constitutionnelle constitue une grande claque aux principes autogestionnaires (fédéralisme, décentralisation, autonomie locale, etc.) dont se vantent les communistes yougoslaves.

Répression policière lors des manifestations du 27 mars à Pristina.

L'armée bougera-t-elle ?

Face à une telle situation, quelle sera la position de l'armée qui, ces derniers mois, se fait de plus en plus entendre ? Durant la XXe session de la Ligue communiste yougoslave en janvier dernier, les représentants de l'armée, une des rares institutions fédérales, ont émis leurs inquiétudes quant à la situation économique catastrophique, la paralysie du système socio-politique, la division de la Ligue communiste yougoslave, l'essor des nationalismes. Ils estiment que « *l'opposition est largement entrée sur la scène politique et impose tout à fait légalement des conceptions idéologico-politiques sur la définition de la Yougoslavie et la stratégie de son développement futur depuis longtemps rejetées... Jamais, au cours du développement de l'après-guerre, nous n'avons été confrontés à de tels dangers en ce qui concerne l'intégrité du pays et le destin de notre révolution* ».

D'autre part, un certain mécontentement règne au sein du commandement. La chute du budget militaire chaque année est très mal appréciée. La défense nationale représentait tout de même en 1987, 66% des dépenses du budget fédéral. L'armée, dans ce cadre politique et économique éclaté, demeure une inconnue quant à une éventuelle intervention, mais l'on peut craindre le pire lorsque l'on sait que « *la bataille pour la Yougoslavie ne sera pas menée sans l'armée populaire de Yougoslavie* ».

MIROSLAV

Un syndicat libertaire en Russie

PAR le canal de *Liberecana Ligilo* (1), (l'organe des anarchistes espérantistes), des informations directes continuent de nous parvenir de Russie. La dernière en date revêt une importance particulière. Voici le texte paru dans le numéro 5 de 1989 de *Arbetaren* :

« *Le 22 janvier 1989 a été fondée en Union soviétique une confédération anarcho-syndicaliste. Ont participé à la réunion de fondation, à Moscou, une cinquantaine de délégués de Léningrad, Kiev, Kharkov, et d'autres villes, y compris de Sibérie. A Moscou, le groupe s'organise autour de la revue socialiste-libertaire* Obsjina ».

« *Nous ne sommes pas une grande organisation,* raconte au téléphone un représentant de la confédération, *mais nous sommes présents partout en Russie, et nous avons une longue tradition sur laquelle nous nous appuyons. Entre autres, nous avons l'intention de recréer le journal* Goloss Trouda *(« La voix du travail »)* ».

Bientôt, la confédération lancera une campagne à partir de la célébration de l'anniversaire de la naissance de Nestor Makhno, ainsi que celle du 175e anniversaire de la naissance de Bakounine.

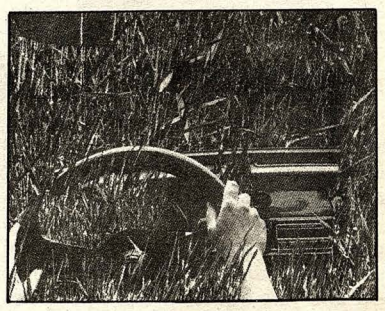
La SAC (syndicat anti-étatique suédois) attend beaucoup d'une collaboration future avec la confédération russe et rappelle que c'est là première fois en 70 ans que se créent de nouveau des contacts entre syndicalistes libertaires des deux côtés de la Baltique.

Yves PEYRAUT

(1) Voir Monde libertaire *du 23 février 1989, l'article consacré au mouvement Obsjina.*

Front des radios libres

A partir du 29 janvier 1981, une radio libre alternative a commencé à émettre dans la capitale de la Catalogne, en ouvrant son antenne aux féministes, aux homosexuels, aux squatters, aux détenus, aux antimilitaristes, aux écologistes, etc. Il s'agit de Radio PICA (Promocion independiente coordinacion alternativa). Vous avez dit radio vraiment libre ? C'était intolérable pour le gouvernement autonome de Catalogne, qui décida de fermer le studio le 29



janvier 1987 et de confisquer tout le matériel. Depuis, Radio PICA est muette. Pour qu'elle retrouve la parole, elle nous demande d'intervenir en écrivant à : Generalitat de Cataluna, Gabinet de radiodifusió i televisió, Arago 3/G - 1er 2a, 08009 Barcelona (Espagne). Envoyez beaucoup de lettres (en vous « recommandant » de Radio-Libertaire) pour que Radio PICA renaisse.

Yves PEYRAUT

N°748 JEUDI 20 AVRIL 1989

DANEMARK

La « Kristiania » face à l'Europe

AU coin d'une rue de Copenhague, un chemin surmonté d'un soleil jaune hilare, et d'une enseigne multicolore : « Kristiana ». Vieille de dix-sept ans, la plus ancienne communauté libertaire d'Europe est devenue le deuxième marché européen de drogues douces. Et aussi, un îlot marginal peut-être trop paisible, dont les principes alternatifs ne sont plus guère militants... Aujourd'hui, après de violents affrontements avec la police, la « Kristiania » vacille, s'interroge : céder ou résister ? Disparaître ou s'intégrer ?

Dès l'entrée de la « Kristiana », des jeunes gens vous interpellent en danois, sur l'air de « *Il est frais, mon poisson !* ». Face à votre incompréhension, ils reprennent, en anglais : « *Smoking hasch, do you want some smoking hasch...* ». De quoi dérouter le visiteur non averti. Les dealers insistent, étalent leurs gigantesques barrettes, leurs lourdes boules de shit... Leur commerce est toléré, tant par les « Kristianiens » que par la police danoise. De temps à autres, ils se font arrêter, déposséder de leur fric et de leur marchandise, voire même incarcérer quelques temps, après trois ou quatre arrestations. Leur omniprésence aux abords de la « Kristiania » a valu à la communauté les attaques virulentes de la droite danoise, dénonçant le repère de drogués... Or, si les dealers sont à

pied d'œuvre dès six heures du matin, c'est bien parce qu'ils fournissent non seulement les « Kristianiens », mais tout Copenhague, de l'employé de bureau au PDG...

La caserne des marginaux

La « Kristiania » est-elle une ville, un quartier, un village, une île ? Un peu de tout cela, sans doute. En 1971, une poignée de marginaux en mal de liberté s'approprie un immense complexe militaire désaffecté, ancienne caserne destinée à surveiller la frontière suédoise : environ quatre hectares, traversés par un lac, comptant les immenses bâtiments de l'état-major et de longues forteresses, trouées de meurtrières.

Ces bâtiments, qui n'avaient nullement été conçus pour être habités, tombaient en ruine. Pas d'électricité, pas d'eau, plus de toits, des baraquements indestructibles, mais pas isolés, dans un pays où la mer gèle fréquemment en hiver... Il a fallu aux premiers « Kristianiens » un courage certain pour investir ce triste *no man's land*, malgré l'ironie d'une ville qui les prenait pour des fous.

Et pourtant, la « Kristiania » s'est imposée : dix-sept ans plus tard, elle compte un millier d'habitants, dont des centaines d'enfants ; les noires forteresses de pierres se sont couvertes de fresques colorées, enfantines, chaleureuses. L'intérieur a été reconstruit, équipé, aménagé, devenant parfois aussi confortable qu'un appartement cossu. En plus de leur habitat, les « Kristianiens » gèrent une dizaine de magasins, de saunas, de restaurants, de cafés, d'ateliers de théâtre, d'écoles maternelles, d'entrepôts de matériel de bricolage, sans compter les nombreuses échoppes de filtres, de pipes à eau, de shiloms et autres narguilés...

Des pavés et des flics

C'est à cause des bars que la « Kristiania » a connu, en février, les affrontements les plus violents de son histoire. Déjà, les restaurateurs de Copenhague s'étaient indignés, au début de l'année, de voir un restaurant végétarien de la « Kristiania » obtenir l'équivalent de quatre étoiles dans le « Guide Michelin » local : illégaux, les restaurateurs de la « Kristiania » ne payent aucune taxe, ce qui leur permet d'offrir un rapport qualité-prix bien supérieur à leurs concurrents officiels. Mais ce sont les plaintes des cabaretiers, furieux de voir des cafés ne payant pas de licence attirer des milliers de clients, qui ont entraîné l'intervention de la police : à dix heures du matin, heure à laquelle la plupart des « Kristianiens » dorment encore, des cars de flics sont venus saisir les réserves des bars. En partant, ils ont quelque peu bousculé les habitants, réveillés, venus aux nouvelles.

Les jeunes de la « Kristiania » sont alors partis chercher leurs cagoules et leurs frondes, engageant ainsi deux jours d'affrontements. Bilan : quelques blessés de part et d'autre, une vingtaine d'arrestations... Quelques jours plus tard, les bars avaient presque tous réouvert leurs portes. Les « Kristianiens » avaient organisé une manifestation de mille personnes, devant la prison centrale de Copenhague, pour exiger la libération de leurs camarades. Le calme était revenu, mais des tas de pavés, aux angles des rues, indiquaient que les « Kristianiens » étaient prêts, au besoin, à reprendre leurs cagoules...

Nulle part ailleurs...

Au-delà du traumatisme passager des affrontements, la « Kristiania » se trouve, aujourd'hui, en pleine période de doutes, d'interrogations : « *Qui sommes-nous ? Que défendons-nous ? Comment, sous quelle forme, allons-nous survivre ?* » Entre deux « pétards », les « Kristianiens » semblent se poser la question plus sérieusement que jamais.

« *La Kristiania, c'est le symbole du monde* », affirme tranquillement une jeune Française vivant là depuis quatre ans. « *On voit de tout ici, et chaque jour on en apprend davantage sur la psychologie humaine. Ici, il y a des dealers, des petits commerçants, des gens qui sont venus vivre ici parce que les loyers n'étaient pas chers, tout en occupant de bonnes situations à l'extérieur de Copenhague ; il y a des fous ; des idéalistes prêts à consacrer leur vie à changer le monde ; des gens complètements détruits, qui ne pourraient vivre nulle part ailleurs qu'ici. Il y a tout, et avant tout, une immense tolérance, qui permet à ces gens de cohabiter, de vivre ensemble depuis dix-sept ans. C'est cette espèce de miracle que nous avons réussi à construire. Nous avons montré que c'était possible, et en cela, nous avons une grande responsabilité envers les gens de toute l'Europe* »

De fait, une fois franchi le barrage des dealers, le visiteur est frappé par la concentration de marginaux vivant dans la communauté : zonards en fin de parcours, ermites brûlés de shit aux regards dangereux, mythomanes, marginaux visiblement proches du handicap mental... ne constituent pas la majorité des habitants de « Kristiania », mais se rencontrent plus que nulle part ailleurs. Ces gens, en France, ou dans n'importe quel autre endroit d'Europe, seraient très probablement collés en taule ou en HP. A la « Kristiania », acceptés comme normaux, ils vivent normalement, sans nuire à quiconque. De même, les enfants handicapés sont acceptés avec un naturel parfait. Et, à les voir jouer, évoluer, vivre à la « Kristiania », on constate une évidence : ces enfants ne seraient mieux nulle part ailleurs. Aucun hôpital, aucun centre spécialisé, ne pourrait leur offrir autant d'affection, de tolérance, de solidarité.

Au pays de la social-démocratie

Si la « Kristiania » est parvenue à vivre, durant dix-sept ans, elle le doit sans doute au statut d'« expérience sociale » que lui a accordé le gouvernement danois. Elle doit aussi sa survie aux spécificités de la social-démocratie danoise, et tout particulièrement au « social ».

Dans ce tout petit pays (cinq millions d'habitants, Groëndland compris), la solidarité est instituée au rang de principe national : nul ne doit pouvoir mourir de faim ou de froid. Ainsi, tous les sans-ressources danois bénéficient-ils automatiquement du « social », somme mensuelle de 4 000 couronnes (environ 3 500 F). Pour pouvoir le refuser, le citoyen est obligé de faire la preuve qu'il dispose d'autres moyens de subsistance. Dans le même ordre d'idée, un chômeur estimant avoir besoin d'habits neufs pour se présenter à un employeur se les verra offrir par l'Etat. Enfin, les Turcs existent au Danemark aussi. A la nuance près que le salaire des jeunes chômeurs est d'environ 7 000 F mensuels.

Les Danois payent cher ce système social : pays le plus endetté d'Europe, il tente de compenser ses dépenses sociales par des taxes énormes (à 32 F le paquet de cigarettes, même le touriste s'en aperçoit très vite). Les citoyens danois payent, eux aussi, cette sécurité par un contrôle social bien plus « performant » qu'en France. A titre d'exemple, un habitant se voit attribuer, à la naissance, un numéro (saisi par ordinateur, bien sûr), auquel correspondra, sa vie durant, sa profession, son lieu d'habitation, ses condamnations, les soins médicaux dont il a bénéficié, etc.

Les « Kristianiens » danois (un tiers de la communauté est étrangère) ont, depuis toujours, bénéficié du « social », qui leur a permis de subsister, ne jamais vraiment risquer de mourir de faim ou de froid. De même, l'opinion publique (infiniment plus influente au Danemark qu'elle ne peut l'être en France) estimait plutôt normal que le gouvernement tolère, voire subventionne indirectement des gens que l'Etat aurait à sa charge de toutes façons. Cela n'a pas empêché les tracasseries administratives, politiques et policières infligées aux « Kristianiens », mais explique, en grande partie, la survie de la communauté.

Car, en tant qu'« expérience sociale », la « Kristiania » a, en grande partie, fait ses preuves. Accueillant des centaines de marginaux, sans loi ni police, elle garde le taux de criminalité le plus faible du Danemark, déjà bien en deçà de taux de criminalité d'autres pays européens. Deuxième marché européen de drogues douces, elle est parvenue à se débarrasser du fléau des drogues dures : la « Kristiania » est sans doute le seul endroit du Danemark où l'on ne trouve ni junkies ni dealers d'héro. Fonctionnant sans chef ni responsable attitré, elle a réussi à gérer une foule d'activités, dont certaines, comme les restaurants végétariens, le théâtre, le sauna au feu de bois, les officines de médecine douce, sont reconnues, voire réputées non seulement dans la ville, mais dans le pays.

Un fonctionnement libertaire

Les bases de fonctionnement de la « Kristiania » sont indéniablement libertaires : toutes les décisions sont prises à l'unanimité, au cours de meetings où chacun exprime son point de vue, donne ses arguments. En cas de litige, les décisions sont prises à la majorité (pas au décompte des voix).

Le travail est effectué collectivement, en fonction des compétences de chacun ; et l'argent, s'il n'a pas disparu, est géré aussi équitablement que possible. La communauté paye ses employés, à peu près au même salaire que ceux pratiqués à l'extérieur : certains employés de magasins ou de restaurants de la « Kristiania » n'y vivent pas, ils ont simplement trouvé un boulot sympa dans un cadre alternatif. D'autres, vivant à la « Kristiania » travaillent à l'extérieur. D'autres encore touchent le « social » et ne demandent qu'un complément à leur « employeur ». Certains, enfin, ont construit de véritables fortunes grâce à la « Kristiania » : les restaurateurs, les tenanciers de bars et, à moindre échelle, les dealers : certains gagnent 6 000 couronnes en une nuit, mais le métier reste précaire (saisies de la marchandise et de l'argent, vols de stocks entre dealers, règlements de comptes en tous genres, etc.).

La « Kristiania », sans corps constitué de défense, sait, le plus souvent, faire régner son propre ordre. La tolérance est immense, elle n'est pas infinie : le châtiment le plus fréquent consiste à se retrouver, à poil et parfois sérieusement abîmé, dans le caniveau d'en face. S'y sont retrouvés des touristes qui s'étaient cru dans un zoo, des dealers d'héro, des junkies violents, des personnes coupables de violences... Certains ont été punis moins durement. Mais il y a aussi eu des morts...

L'ordre européen

Alternatifs, s'étant créés une société communautaire, sans lois, ni patrons ni police, les « Kristianiens » n'en sont pas militants pour autant. Parlez-leur de communisme ou de libéralisme, de fascisme ou de social-démocratie, ils vous répondront, test-consommateur à l'appui, par un exposé botanico-géographique vantant la qualité de l'herbe cultivée en terre « kristianienne ». Les journaux servent essentiellement de papier hygiéniques, la couverture des magazines de support aux mélanges... Lutte des classes, organisation face au capitalisme européen ? Fume, c'est de l'afghan...

Pourtant, certains « Kristianiens » savent que leur communauté est menacée : par les tentatives de législation, d'abord. Légaliser les bars, les restaurants, assurerait la pérénité de la « Kristiania », mais au prix de la normalisation, à court terme, de toute la communauté. Pour l'heure, la majorité s'y refuse. Mais d'autres font remarquer qu'ayant accepté, l'an dernier, des subventions de l'Etat pour restaurer un bâtiment, la communauté a fait un premier pas dangereux... Le gouvernement risque également de céder aux pressions de son voisin suédois, infiniment moins tolérant que le Danemark, qui, depuis des années, exige à cor et à cri la fermeture de ce lieu de débauche, où la jeunesse suédoise vient régulièrement s'approvisionner en substances illégales.

Plus grave encore : la menace de la communauté européenne, dont le Danemark est membre. De toute évidence, l'Europe de 1993 sera celle des marchands et des flics. Une Europe au capitalisme mieux structuré, où n'auront plus de place les squatts, les communautés et les autres îlots alternatifs. Le gouvernement hollandais, réputé libéral en matière de stupéfiants, et qui a sans doute trouvé le meilleur système d'aide aux toxicos, est en train d'effectuer une marche arrière précipitée pour s'aligner aux législations les plus répressives. Il est fort probable que le Danemark soit contraint, à court terme, d'en faire autant.

Si la « Kristiania » était menacée de fermeture, ses habitants seraient-ils capables de se battre pour sauvegarder dix-sept ans de réalisations alternatives ? Eux-mêmes n'en sont pas sûrs. Or, quelles qu'en soient les failles, les contradictions, les faiblesses, la « Kristiania » reste une victoire sur l'ordre capitaliste. La « Kristiania » écrasée, ce serait un peu de liberté perdue...

Pascale CHOISY

ÉTATS-UNIS

Greenpeace et les IWW

L'ASSOCIATION Greenpeace a fermé son antenne de Seattle le 8 août dernier pour tenter de stopper la campagne de syndicalisation lancée par les IWW (International Union 670) auprès des employés. Greenpeace a transféré les dossiers et les fichiers dans ses bureaux de Boston, où il n'y a actuellement aucune implantation syndicale. C'est à la suite de décisions inacceptables prises par la responsable du bureau de Seattle — nouvelles techniques aggressives de marketing, contrôle des appels téléphoniques — qu'un mouvement de revendication est né. Devant l'opposition des travailleurs, cette même responsable a décidé de prendre l'affaire en main personnellement en licenciant et en menaçant les syndicalistes et leurs sympathisants. La fermeture de l'antenne a fait suite à une campagne nationale d'information avec tracts, distribués dans d'autres bureaux de l'association Greenpeace, et pétitions. Le comité de coordination demande la réintégration des travailleurs licenciés, la reconnaissance du droit syndical, une négociation en vue de conditions de travail plus démocratiques, l'arrêt du contrôle électronique des appels téléphoniques.

Le 18 août 1988, 50 personnes manifestaient devant les locaux de Greenpeace. Le comité de coordination syndicale des travailleurs de Greenpeace (412 63 rd, road, Seattle WA 98115, USA) lance un appel à la solidarité internationale et encourage les autres employés de Greenpeace en Amérique du Nord à s'organiser. L'association a des bureaux dans la plupart des grandes villes (une liste est disponible sur demande) et engage régulièrement des démarcheurs par téléphone. Les IWW suggèrent que des travailleurs à temps partiel se fassent engager par Greenpeace et parlent à leurs collègues d'organisation syndicale. Afin de protester contre leurs tactiques anti-syndicales, écrivez ou téléphonez à Greenpeace. Quelques adresses : 139, Main Street, Cambridge, MA 02142, USA ; 1638 R Street NW, Washington DC 20009, USA ; 2623 W, 4 th, Ave, Vancouver BC, V6K 1P8, Canada. Si Greenpeace vous contacte pour une contribution financière, refusez en expliquant qu'il vous est impossible de soutenir le mouvement sans accord préalable avec le syndicat et engagez votre interlocuteur à créer une section syndicale sur son lieu de travail.

Relations internationales

Des informations supplémentaires seront données lors de l'émission « Chronique syndicale », sur Radio-Libertaire, le 22 avril prochain.

Communiqué

Nous apprenons que la CNT-AIT vient d'obtenir gain de cause dans le contentieux qui l'opposait à la scission (CNT-Rénovée) concernant l'utilisation du sigle CNT en Espagne.

Relations internationales

Un service régulier et pratique l'abonnement

PAYS-BAS

Les femmes révolutionnaires

NOUS sommes un groupe de femmes d'Amsterdam. Certaines d'entre nous se connaissent depuis un certain temps et ont travaillé ensemble auparavant, quelques-unes d'entre nous ont juste voulu se connaître entre elles. Nous travaillons maintenant ensemble afin d'organiser un camp de femmes révolutionnaires en juillet 1989.

Ce plan a d'abord été conçu en juin 1988, pendant le rassemblement internationale anarchiste, à Ruigoord. Là, la journée des femmes a été le jour le plus intéressant et le plus excitant du rassemblement. Des femmes de différentes villes et de différents pays étaient très stimulées par les expériences et les histoires des unes et des autres, et, à partir de ça, est venue l'idée d'un réseau de communication international pour les femmes. Avant que le camp ait lieu, nous voulons faire une brochure qui comportera des parties de discussions et une information sur tous les thèmes qui seront abordés lors du rassemblement (les sujets de discussion sont mentionnés plus loin). Cette brochure devrait stimuler les discussions.

Toutes les contributions à cette brochure sont les bienvenues, spécialement celles qui concernent l'expérience des femmes noires et la question d'être une femme révolutionnaire dans une société patriarcale. Un thème auquel nous n'apporterons probablement pas assez d'attention pendant la semaine, mais duquel nous aimerions bien parler le dernier jour, c'est la résistance et les organisations de femmes dans les soit-disant pays du tiers monde, et ce que nous pouvons faire ici, en Occident, pour aider cette résistance. Vu que « tiers monde » est un terme commun pour beaucoup de pays qui sont énormément différents, il serait difficile d'organiser une journée qui recouvrirait tous ses aspects. Nous pensons, par conséquent, qu'il serait préférable de faire une sélection d'articles sur ce thème dans la brochure. Nous demandons aux femmes qui ont des connaissances et des expériences sur ce sujet de nous envoyer des articles. La brochure peut également comprendre des textes de femmes qui souhaiteraient partager des sentiments avec des autres femmes, pour nous encourager et nous donner une meilleure compréhension de la résistance féminine. La brochure devrait aussi avoir la fonction de guide pour la semaine. Nous vous demandons d'y contribuer, car celle-ci sera ce que vous en ferez. Les articles que les femmes veulent y placer devront être envoyés aussi rapidement que possible. L'adresse est à la fin de cet article. Merci d'avance.

Les buts de cette semaine

Nos buts, pour la semaine, sont :
- rencontrer personnellement et connaître des femmes et des groupes de femmes qui ont les mêmes idées que nous ;
- échanger des informations et des expériences ;
- discuter sur différents thèmes ;
- développer différentes formes d'action ;
- essayer de trouver des traits communs à utiliser comme base pour développer des structures extra-parlementaires internationales, que nous devrons utiliser pour faire progresser la lutte des femmes ;
- construire un réseau de communication international ;
- enfin, et surtout, on pense que ce serait bien de passer une semaine seulement entre femmes.

Nous voulons spécialement parler aux femmes qui sont ce que l'on pourrait appeler « autonomes ». C'est-à-dire des femmes actives hors des structures parlementaires. Des femmes dont les actions sont issues de la réalisation, du fait que si nous agissons pour nous-mêmes et selon nos propres termes, rien ne changera. Des femmes qui luttent contre le sexisme, le racisme, le fascisme et l'impérialisme... qui voient des liens fondamentaux et comprennent que la lutte des femmes et la lutte des classes ont la même importance. Chaque jour, nous devons nous battre juste pour être entendues et, assez souvent, nous ne voyons pas notre propre situation comme une situation politique.

Nous voulons discuter avec des femmes qui travaillent uniquement avec des femmes, et également avec des femmes qui choisissent de travailler avec des hommes.

Pendant la semaine, nous avons l'intention de traiter d'un thème par jour. Nous aimerions que des femmes individuelles parlent de ces thèmes le matin et que, l'après-midi, de plus petits groupes se forment pour continuer les dicussions. Nous espérons que ceci donnera une chance aux femmes d'exprimer leurs propres opinions, plutôt que d'être spectatrices.

Parce que nous vivons dans le monde occidental, il nous semble logique de se concentrer sur la situation occidentale, mais à l'intérieur de chaque thème, nous aimerions aussi essayer de regarder la situation dans les soit-disant pays du tiers monde... et les effets du monde occidental sur ceux-ci.

A la fin de chaque journée, nous aimerions faire un résumé de la discussion du jour, ces résumés seront conférés et utilisés pour aider à évaluer le rassemblement, le dernier jour du camp.

Les thèmes choisis

Les thèmes que nous avons choisi sont ceux pour lesquels nous nous sommes engagées activement à Amsterdam. Ils sont le résultat des rapports entre impérialisme et patriarcat.

Les thèmes sont :
- le commerce des femmes, le tourisme et l'industrie du sexe ;
- la politique du contrôle de la population et la technologie de reproduction ;
- les femmes en prison ;
- les femmes et la santé mentale.

Nous nous intéressons à ces questions non pas parce qu'elles nous semblent les seules importantes, mais parce que nous voulons être mieux informées. Ces thèmes sont toujours utilisés par la société pour nous culpabiliser d'être née femme...

Si nous comprenons comment fonctionne l'oppression, alors nous seront en meilleure position pour la combattre. En s'organisant solidairement et internationalement entre femmes, nous augmentons non seulement notre compréhension, mais aussi notre force. Nous espérons que ces ateliers de travail nous aideront à concrétiser nos idées en actions. Ce que nous voulons, et ce dont nous avons besoin, c'est d'une approche radicale.

Nous voulons aussi qu'il soit clair que si les femmes s'organisent et mettent en place des ateliers, c'est que ça leur semble important. Nous sommes conscientes qu'il n'y a pas eu d'ateliers créés traitant de l'implication spécifique d'être Noire dans une société occidentale. Nous pensons que c'est important, et nous invitons les femmes et les groupes de femmes noires à venir nous proposer des suggestions et des sujets de discussions. Nous aimerions aussi que les femmes noires écrivent des articles, leurs expériences, pour la brochure du rassemblement.

Pour le 6e et, éventuellement, le 7e jour

Nous espérons que le thème de la résistance des femmes sera une référence constante par rapport aux formes d'action à adopter, pour que nous nous efforcions, finalement, à trouver la meilleure façon de nous organiser et de nous battre.

A la fin du 6e jour, nous voudrions arriver à des résolutions concrètes. Nous voulons d'abord évaluer sommairement les thèmes de la semaine. Toutes les critiques et les commentaires de la semaine peuvent être proposés et discutés. Les groupes de femmes et les femmes individuelles pourront exprimer leurs points de vue et leurs expériences. En fait, nous espérons que toutes les femmes qui assisteront au rassemblement partageront leur propre expérience de lutte et de résistance. Si des groupes de femmes veulent échanger des idées, un moment sera libéré pour que cela se fasse. Comme nous vous l'avons mentionné auparavant, nous voulons aussi discuter des liens entre le tiers monde et l'Occident, et de ce que nous pouvons faire personnellement, dans des groupes organisés, pour aider la résistance du tiers monde. Cette journée devrait également être l'occasion d'organiser le mieux possible des réseaux de communication. Quelle forme cela doit-il prendre, et comment cela pourrait-il être utilisé ? Nous réalisons que nous proposons un champ étendu de discussions dans un temps relativement court, et c'est pourquoi nous devons inclure la possibilité de prolonger le camp d'une journée.

Les discussions qui se tiendront pendant le camp devraient être l'étincelle qui allumera la coordination d'actions nationales et internationales. Pour finir, pendant le camp, nous voulons parler des bases de nos luttes. Nous pourrons parler des sujets suivants et, éventuellement en petits groupes :
- dans la lutte des femmes, désirons-nous travailler et coopérer avec des hommes sur certains points ou non ? ;
- les groupes fragmentés à l'intérieur de la lutte des femmes, comment pouvons-nous nous concentrer sur certaines questions sans perdre de vue les traits fondamentaux de toutes les oppressions ? ;
- le patriarcat, fondement ou instrument du capitalisme et de l'impérialisme ?

Points pratiques

Le lieu exact du camp n'est pas encore certain, mais celui-ci sera en plein air, près d'Amsterdam. Il y aura une crèche sous tente pour les enfants, ou peut-être une maison réservée pour eux. La nourriture, l'eau et les boissons seront sur place, mais il est préférable d'amener votre propre tente pour dormir. Le camp ne serait pas une réussite si nous ne trouvions que des solutions politiques. Nous voulons aussi que cette semaine soit relaxe et enthousiaste... Quelques groupes joueront dans la soirée, et il y aura une tente pour les vidéos (à nouveau, les contributions sont les bienvenues).

Nous aimerions recevoir le plus vite possible une réponse à cet article, afin d'avoir une idée sur l'intérêt porté à cette semaine.

Ce camp devrait être ce que les femmes présentes en feront. Les femmes de nationalités différentes et de villes différentes pourraient nous informer de ce qu'elles désirent le plus vite possible, Chaque femme intéressée recevra par la suite de plus amples informations (plan de l'emplacement, par exemple). Nous espérons minimiser les problèmes de langage en utilisant des traductrices pour les petits groupes. Les courriers peuvent être envoyés dans toutes les langues, nous ferons de notre mieux pour y répondre dans votre langue maternelle.

Surprise... surprise... Le fric est un gros problème. Nous dépendons des subventions et des dons, et nous ne savons pas si nous aurons assez d'argent. Si non, nous devrons ajourner le camp jusqu'à l'année prochaine. Nous demandons donc aux groupes de femmes qui ont de l'argent disponible de participer financièrement. Si vous connaissez d'autres groupes auxquels nous pourrions demander de l'argent liquide, faites-le nous savoir.

Les questions, les suggestions, les commentaires, les idées, les aides, les lettres de solidarité, et bien sûr les textes pour la brochure peuvent être envoyés à : Women Week, Postbus 15527, 1001 NA Amsterdam, Hollande.

Groupe de femmes d'Amsterdam

MOSCOU

La réhabilitation de Makhno (fin)

APRÈS avoir dressé le tableau de tout ce qui pouvait séparer Makhno des bolcheviks, Golovanov traite des responsabilités de ces derniers. A cette fin, il cite un étonnant rapport du commandant de la 2e armée rouge, Skatchko :

« *Les petites tchékas locales mènent une campagne acharnée contre les makhnovistes ; alors qu'ils versent leur sang sur le front, elles les traquent à l'arrière et les persécutent uniquement pour leur appartenance au mouvement makhnoviste. (...) Ça ne peut continuer ainsi : l'activité des tchékas locales ruine délibérément le front, réduit à néant tous les succès militaires, et contribue à créer une telle contre-révolution que jamais Dénikine, ni Krasnov* (ataman des cosaques du Don, NDLA), *n'auraient pu créer (...)* ».

Prenons note de ce réquisitoire qui rejoint tout ce que les makhnovistes eux-mêmes avaient dénoncé à l'époque concernant les méfaits de la tchéka. Golovanov ne s'arrête pas là, il relève que pour Antonov-Ovséenko, le commandant du front, une « *alliance fragile était de loin préférable à une rupture avec Makhno. Sa position se justifia pleinement quand l'ataman Grigoriev, jusque-là allié des rouges, se souleva contre eux et abandonna le front, alors qu'au contraire Makhno non seulement donna l'ordre à ses troupes de conserver leurs positions, mais publia aussi un appel contre Grigoriev, le rendant responsable du pogrom anti-juif d'Elisavethgrad* ». « *A propos,* ajoute-t-il, et cette affirmation est de poids, *Makhno fusillait pour tout acte de pogrom* ». Démenti le plus formel à toutes les accusations diffusées alors dans les officines du régime. Cette révision historique va plus loin en ce qui concerne la responsabilité personnelle de Trotsky, à l'époque le plus haut responsable militaire rouge.

Le rôle funeste de Trotsky

Redonnons la parole à Golovanov :

« *Dans l'évolution des relations avec Makhno, c'est Trotsky qui joua le rôle funeste. Etant ennemi de la " ligne molle " des coalitions avec les " compagnons de route " et détenant un pouvoir colossal entre ses mains, en tant que président du soviet militaire de la république, Trotsky était partisan des mesures extrêmes à l'égard des hésitants et des indociles. Arrivé en Ukraine et apprenant que Makhno avait convoqué le 4e congrès de quelconques soviets paysans indépendants des bolcheviks, Trotsky y vit un appel ouvert à la rébellion. Les événements ultérieurs montrèrent que ni Makhno, qui avait convoqué le congrès, ni Trotsky, qui avait décidé d'en " finir " avec " la débauche anarcho-koulak ", ne se représentaient la véritable force des troupes que Dénikine avait concentrées à ce moment sur le front* ».

Ne se contentant pas d'exposer les positions de Trotsky hostiles à Makhno, aux paysans et à leur congrès « indépendant » des bolcheviks, Golovanov énumère les « mesures extrêmes » qu'il adopte à l'égard de ces « hésitants » et « indociles », et le résultat catastrophique qui s'ensuit.

« *Le 4 juin 1919, la 2e armée ukrainienne, dont faisaient partie les deux brigades de Makhno, est dissoute. Le même jour, les* Izvestia *de Kharkov publient le violent article de Trotsky contre la " makhnovchtchina ". Le 5 juin, un éditorial :* " Encore une fois : à bas la makhnovchtchina ! ", *avec un appel à utiliser le* " fer rouge ". *A ce moment, le front rouge était déjà enfoncé, les troupes de Makhno saignées à blanc et à moitié encerclées, les rapports avec Makhno lui-même rompus. Le 6 juin, ordre de Trotsky sur la liquidation de la makhnovchtchina, interdiction du congrès, ses délégués traduits devant un tribunal de campagne, Makhno déclaré hors-la-loi. Les cosaques blancs envahissent la région libre et non loin de Gouliai-Polié sabrent le régiment paysan formé à la hâte par l'ouvrier de Poutilov, B. Vérételnikov. Le 7 juin, les rouges envoient à Makhno un train blindé avec la prière de tenir jusqu'au dernier. Le 8 juin, l'ordre de Trotsky n° 133 :* " A ceux qui rejoignent Makhno, le poteau d'exécution ! ". *Le 9 juin, apprenant enfin les ordres de Trotsky, Makhno lui télégraphie, ainsi qu'à Moscou, son désir de quitter son poste de commandant de brigade,* " vu la situation insupportable et absurde créée ". *Il explique :* " Je considère comme inaliénable le droit des ouvriers et paysans à organiser eux-mêmes leurs congrès pour décider de leurs affaires générales et particulières ". *Ce même jour, plusieurs régiments bolcheviks envahissent la " région libre ", attaquent et mettent à sac les soviets et les communes makhnovistes. Le 11 ou 12 juin, dans le train blindé où collaboraient l'état-major des makhnovistes et celui de Vorochilov, de la 14e armée, les membres de l'état-major makhnoviste sont arrêtés et, le 17 juin, châtiés en tant que traîtres, à Kharkov. C'est précisément ces jours-là qu'apparaît dans les journaux le communiqué sur l'" ouverture " du front par Makhno, et même sur son accord avec Chkouro (*général cosaque du Kouban allié des blancs, NDLA*). On met ainsi facilement tous les insuccès militaires sur le compte de cette trahison.* »

A l'appui de ce stupéfiant réquisitoire contre Trotsky et les bolcheviks, Golovanov cite l'avis d'Antonov-Ovséenko, l'ancien maître-d'œuvre de la prise du Palais d'Hiver, en octobre 1917, devenu chef du front sud, avant d'être écarté par Trotsky pour son « indulgence » envers les partisans. Analysant, en juillet 1919, les raisons de ces insuccès militaires, Antonov-Ovséenko écrit :

« *Avant tout, les faits témoignent que les affirmations sur la faiblesse de la région la plus contaminée — celle de Gouliai-Polié à Berdiansk — sont infondées (...). Et ce n'est pas parce que nous y étions le mieux organisés militairement, mais parce que les troupes y défendaient directement leur lieu natal (...). Makhno s'est maintenu au front, malgré la fuite de la 9e division voisine, suivie de toute la 13e armée (...). Les causes de la défaite du front sud ne résident nullement dans l'existence des " partisans ukrainiens " (...) avant tout il faut les attribuer à l'appareil du front sud, n'ayant pas su conserver chez eux la capacité de combat et renforcer leur discipline révolutionnaire* ».

Le réquisitoire s'achève en acte d'accusation : c'est Trotsky et son « appareil » qui ont provoqué délibérément l'effondrement du front sud contre les blancs ! Pour être plus complet, il faudrait rappeler que Trotsky déclarait à l'époque qu'il préférait livrer la région à Dénikine et aux blancs, plutôt qu'à Makhno et aux soviets « indépendants », car il pensait pouvoir tôt ou tard éliminer les premiers, alors que les seconds lui paraissaient plus dangereux et difficiles à écarter. Golovanov ne va pas encore jusque-là, certainement par défaut d'information, mais c'est tout de même la première fois dans un organe soviétique officiel que l'on souligne la responsabilité « funeste » de celui que les marins de Kronstadt surnommeront plus tard « *feldmaréchal* ».

Entre les rouges et les blancs

L'auteur suppose plus ou moins connue la période ultérieure « antisoviétique » de Makhno. Certes, écrit-il, « *bon nombre de détails sont omis* ». Par exemple, le « *rôle de Makhno dans la lutte contre Dénikine n'est pas encore bien éclairci* », bien que les makhnovistes aient été les seuls à l'affronter, après l'évacuation de l'Ukraine par l'armée rouge, que leur nombre soit devenu considérable à un moment — de 50 à 80 000 — où furent intégrés d'ailleurs les restes de la 2e armée rouge et de l'armée rouge de Crimée, ainsi que des troupes de l'ataman Grigoriev, lui-même démasqué lors d'un congrès d'insurgés, le 27 juillet, et fusillé en tant que traître à la révolution.

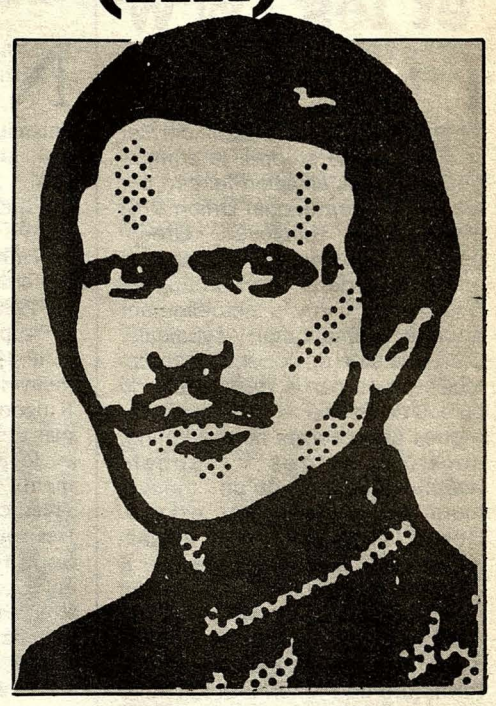
Golovanov relate ensuite la longue retraite des makhnovistes, poursuivis par les régiments d'élite des blancs, jusqu'à leur volte-face victorieuse à Pérégonovka, puis leur raid meurtrier à l'arrière de Dénikine ; ce qui — « détail omis » — sauve Lénine et le pouvoir bolchevik, prêt à évacuer Moscou sous la pression des blancs. Il traite enfin de la rencontre entre les makhnovistes et les rouges, vers la fin de 1919 ; il cite, en particulier, un télégramme de S. Ordjonikidze au comité central du parti communiste, où le compatriote et ami de Staline prévient que « *la popularisation (dans la presse) du nom de Makhno, toujours hostile au pouvoir soviétique, lui attire dans les rangs de l'armée rouge des sympathies indésirables (...)* ». Lorsque le soviet révolutionnaire militaire de la 14e armée rouge ordonne à Makhno de rejoindre le front polonais, le soviet du même nom des makhnovistes lui oppose un refus, car le typhus ravage leurs rangs — plus de la moitié d'entre eux, et Makhno lui-même, en étaient atteint — ; en outre, Makhno aurait craint d'être « *coupé de sa région* », d'être « *intégré dans l'armée rouge* » et préféré « *aider* » quelque part « *plus près* ». Les makhnovistes sont alors déclarés « hors-la-loi ». Makhno dissout son armée et disparaît.

Au printemps 1920, réorganisés, les makhnovistes, au nombre de 6 à 8 000, soumis à une « dure » discipline, accomplissent des attaques audacieuses contre les troupes rouges, anéantissant leurs détachements de ravitaillement (et les tchékas, détail encore « omis »). Tous les efforts des rouges sont voués à l'échec. Makhno a l'avantage de se déplacer extrêmement vite dans toute la région, changeant de chevaux (là, un « détail » intéressant : les makhnovistes échangeaient 3 chevaux fatigués contre un cheval frais aux paysans). Malgré tout, la paysannerie aurait rechigné à lutter sur deux fronts et cela aurait amené à la conclusion de l'accord entre makhnovistes et Frounzé, le chef rouge du front, et Iakovlev, représentant le gouvernement soviétique d'Ukraine. Selon Golovanov, cet accord donnait beaucoup d'avantages à Makhno et sous-entendait, dans sa partie politique, l'autonomie de sa « région libre », ce à quoi Makhno aurait « *cru fanatiquement* ». Ce qui, selon l'auteur, accréditerait que cet accord, de la part des rouges, n'ait été qu'une « *ruse politique* », afin d'utiliser Makhno pour la prise de la Crimée (ici une inexactitude : l'auteur affirme que les makhnovistes auraient bien pénétré en Crimée à la suite des troupes rouges sur le Sivach, alors qu'il est bien connu que ce sont eux qui ont forcé ce passage puissamment défendu par les blancs), puis de l'y « *bloquer et d'y désarmer ses unités, sous n'importe quel prétexte* ». Pour étayer cette hypothèse, Golovanov raconte qu'après la prise de Simféropol par l'armée makhnoviste de Crimée, en violation de l'« autonomie » offerte, il lui fut « *ordonné de se dissoudre et de désarmer* ». Les « *commandants qui étaient à sa tête furent arrêtés et fusillés* », à l'exception de Martchenko et de deux cents cavaliers qui purent forcer l'isthme de Pérékop et rejoindre par la suite Makhno. Celui-ci, encerclé à Gouliai-Polié, et ne sachant rien de l'ordre de Frounzé ayant provoqué ce « massacre », réussit soit « *par miracle, soit par fureur* » à se sortir du « piège ».

La félonie du pouvoir soviétique bolchevik dans ses relations avec les makhnovistes nous était déjà bien connue, mais ici elle est affichée en toutes lettres par Golovanov : l'accord n'aurait été qu'une « ruse politique », les makhnovistes utilisés comme de la vulgaire chair à canon, leurs commandants traîtreusement saisis et fusillés, un « piège » installé pour attrapper Makhno à Gouliai-Polié. Tout ceci est avoué pour la première fois officiellement. Il y a ici de quoi assombrir le rôle des dirigeants soviétiques de l'époque, mais Golovanov laisse ce soin à ses lecteurs. D'une manière peu conséquente, il caractérise l'action ultérieure de Makhno contre les rouges de « *banditisme politique* », alors que ce terme s'appliquerait, selon sa propre analyse, aux bolcheviks ! Makhno aurait continué à mener son combat contre les rouges avec le « *sang-froid d'un dément : sans peur ni espoir* ». Il aurait menacé Poltava (ville importante du nord de l'Ukraine) avec un détachement de 600 cavaliers, en janvier 1921, jusqu'à ce que l'état-major de Frounzé parvienne à « *déchiffrer le logarithme de ses déplacements, à première vue chaotique* » et à l'atteindre en plein front. Poursuivi sans relâche durant trois mois, blessé pour la douzième fois à la tête, il parvient à franchir avec un petit détachement la frontière et à se réfugier en Roumanie.

Les soviets libres et le parti totalitaire

L'auteur considère qu'un « *jour prochain, les historiens reconstitueront en détails les épisodes de la guerre civile liés à Makhno* ». Mais l'affaire ne se limite pas aux « détails », et met en lumière des questions plus importantes comme la « dégénérescence » du pouvoir populaire, car Makhno aurait agit au début comme un anarchiste convaincu, en prenant position pour l'« autogestion » du peuple, pour les « soviets libres », pour les libertés politiques. Il cite ici le cas de l'occupation de la ville d'Ekarineslav, en automne 1919, où les makhnovistes laissèrent se publier, en dehors de leurs propres organes, ceux des socialistes révolutionnaires, des socialistes-révolutionnaires de gauche et même des bolcheviks. D'après lui, ce « *ce pouvoir populaire* » se changeât plus tard en une « *dictature militaire* », d'autant « *plus grossière que les makhnovistes ne reconnaissaient aucune loi pouvant limiter le pouvoir* », car ils « *ne se considéraient nullement comme un pouvoir, mais uniquement comme les exécutants de la volonté du peuple* ». Tout à fait conforme à la vérité historique et à leur démarche libertaire, et nous n'y voyons aucun mal, bien au contraire, pouvons-nous ajouter, en déplorant l'incompréhension de Golovanov, due peut-être à 70 ans de bourrage de tête lénino-stalinien ! La « dégénérescence » se trouverait plutôt du côté du pouvoir qui se disait « soviétique », masquant en fait la dictature totalitaire d'un parti, convaincu de détenir la « *vérité du devenir historique* ».



L'auteur achève son étude en imputant à la situation créée par les bolcheviks la « *suppression presque complète des libertés politiques révolutionnaires d'abord déclarées, la création d'un appareil répressif d'une puissance jamais vue, l'instauration d'une contrainte absolue pour résoudre les problèmes économiques, la création d'un appareil gigantesque d'Etat (4 millions de fonctionnaires en 1921), le net rabaissement du rôle des institutions démocratiques* » et — ce qu'il considère comme le plus grave — « *l'intoxication* » de la société par la violence durant la guerre civile, obligeant à « *oublier pour longtemps la priorité des valeurs humaines généralement admises* », remplacées par les « *succédanés de la " conception de classe ", laquelle généra toute une couche de " mutants ", gens faisant de l'idéologie la justification de leur inconduite morale* » ! Mutants sur lesquels « *s'appuya plus tard Staline* ».

Une avancée vers la vérité historique

Après avoir pris connaissance avec précision de cette longue et presque exhaustive étude sur Makhno, récapitulons les principaux points qu'elle met en relief : tout ce qui a été raconté en URSS jusque-là sur Makhno a été fantaisie ou bien mensonges ; sa véritable personnalité est celle d'un révolutionnaire anarchiste, dont l'activité commence en 1905 et culmine en 1917 et 1918 ; en 1919 et 1920, il s'allie au rouges, lesquels rompent à chaque fois, traitreusement, l'accord conclu ; la première fois, c'est Trotsky qui assume le rôle peu reluisant de félon et de destructeur de « soviets indépendants » ; la deuxième fois, la responsabilité des bolcheviks est collective ; enfin, et surtout, Makhno était un partisan « fanatique » de soviets libres et autonomes, organes directs de la volonté du peuple. Qu'est-ce donc là sinon une réhabilitation claire et nette, tant historique que politique, de l'anarchiste ukrainien ! Il est a prévoir que cette première étude n'est que le prélude à d'autres révisions déchirantes sur la période fondatrice (1917-1921) du régime. Soulignons encore une fois que ce sensationnel article paraît dans un journal lu par des millions de lecteurs — signe de son importance — et non dans une quelconque feuille de chou ou une revue historique confidentielle. Tout en ayant de solides réserves, et même des désaccords sur toute une série de points, saluons néanmoins cette importante avancée vers la vérité historique.

A. SKIRDA

Principaux livres disponibles à la librairie du Monde libertaire sur Makhno : A. Skirda, Les cosaques de la liberté, *115 F ; N. Makhno,* La lutte contre l'Etat et autres écrits, *50 F.*

N°748 JEUDI 20 AVRIL 1989

INTERVIEW DE SARCLORET

Faut pas déconner !

SARCLO... Un mec qui vous arrive sur scène en costard-cravate, chaussé de charentaises, le sourire insolent au coin des lèvres, l'humour dévastateur et l'ironie grinçante. Une constante dérision du sérieux de la vie avec l'impression de tout prendre à la légère. L'impression seulement... Derrière le paravent du rire, se cache la profondeur et le besoin impérieux d'amour et de tendresse. C'est un grand pudique. Du genre à hurler de rire si vous lui dites « *Je t'aime* »... Pourtant, n'oubliez jamais de le lui dire !

Dominick PAGES

— **Dominick Pages :** *J'ai connu Sarclo « rock » avec l'album* Les pulls de ma poule, *et je te découvre aujourd'hui au Tourtour sur des airs blues et jazz. C'est un changement de cap ?*

— **Sarcloret :** Ce spectacle est une adaptation au monde des « petites salles », qui ne sont pas faites pour le rock. Je n'ai pas envie de casser les oreilles du public. Ici, je viens rencontrer les gens qui viennent écouter de la chanson. Nous allons toutefois inclure un ou deux titres rocks, car je trouve effectivement que c'est un peu « mollachu », ça manque de rythme et de pulsion. L'album *Les pulls de ma poule* était l'émanation des spectacles que je donnais avec un groupe de country rock qui s'appelait « Roll Over » et de la rencontre avec Benoît Corboz pour les arrangements...

J'ai gardé Benoît, mais pas le groupe car je n'ai pas les couilles pour avoir un groupe rock ! Au Tourtour, c'est la version intimiste du spectacle, car je tourne normalement avec quatre musiciens. J'aime bien que mes disques et mes spectacles soient l'émanation de ce que je fais en général, mais on doit se plier à la petite salle, aux conditions économiques difficiles, et à cinq cela n'aurait pas été techniquement viable.

— **D. P. :** *Le spectacle que tu présentes est nouveau, ou tu l'as déjà rodé en Suisse ?*

— **S. :** La formule avec les deux synthés (Benoît Corboz et Serge Kaufmann), c'est tout nouveau, on l'a juste joué une fois en Suisse pour le « chauffer ». Sinon, à part deux titres, les chansons ne sont pas nouvelles. Ce n'est pas un spectacle neuf, mais il est renouvelé. Moi, je suis architecte, quand je fais une chanson je suis content, et quand elle est faite je la chante. Je ne suis pas un type qui cherche à renouveler son spectacle de façon forcenée.

— **D. P. :** *Tu chantes beaucoup l'amour (à ta façon et avec tes mots...) dans tes textes. C'est quoi l'amour chez Sarcloret ?*

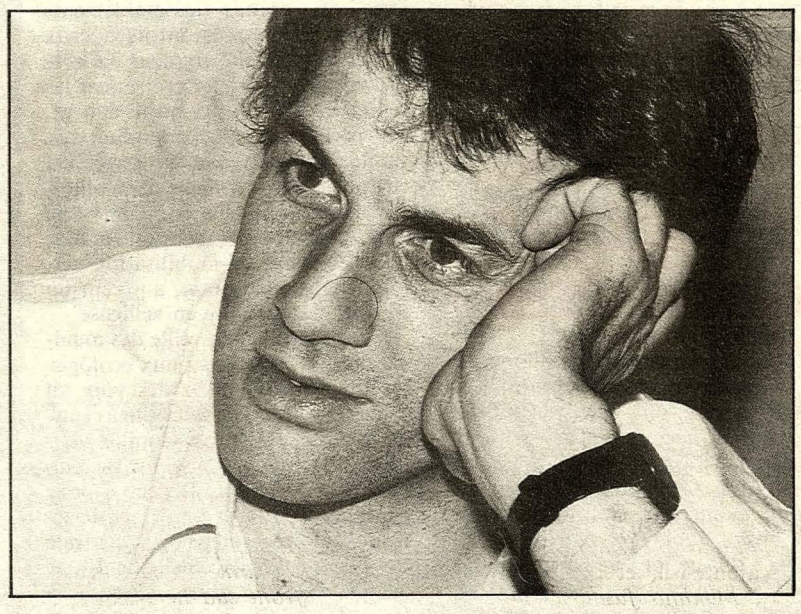
— **S. :** Moi, je ne me pose pas la question ! Je me demande souvent ce que c'est pour les autres, car je trouve que les gens vivent des histoires bizarres. Pour moi, l'amour est un truc ouvert dans lequel on fait ce qu'on a envie de faire. Seulement, je n'en parle pas comme dans les discours officiels... Les discours officiels ne font pas bander !

— **D. P. :** *Tu as un humour caustique et décapant... Tu te plais dans la dérision ?*

— **S. :** J'aime bien la phrase anglaise qui dit « *Life is a bitch and then you die* » (« La vie est une saloperie et après tu crèves »). Je trouve effectivement que la vie est amusante et tragique. En essayant de dire des choses vraies, on arrive souvent à des choses drôles. Je ne suis pas un enthousiaste par rapport à l'existence. Je préfère les gens qui savent qu'ils ont des problèmes et qui les portent, plutôt que ceux qui disent ne pas en avoir et qui les refusent. En fait, je suis très équilibré : le grain de folie dont j'ai besoin, je l'ai dans la chanson, le grain de sérieux dans l'architecture, et le besoin de tendresse, je le trouve largement dans l'acceptation de mes divers travaux dans le milieu familial que j'ai créé. Je suis parti de l'à priori de vouloir faire des chansons, ça, ça me plaît ! Les chansons sont des choses qui me donnent des bons souvenirs. Les chansons sont mes copines, et j'aime faire ça. Une chanson n'a pas besoin d'être chiante pour être intelligente, ni d'être conne pour être drôle... Je veux des chansons ni chiantes ni connes, et qu'en plus elles soient belles, jolies et douces. J'essaie de dire une chose drôle avec douceur, une chose douce avec drôlerie, et j'essaie que tout ça ne donne pas du Pierre Bachelet...

— **D. P. :** *Tu chantes* Mourir c'est périr un peu, *où tu fais allusion à Pierre Desproges, il a été important ?*

— **S. :** C'était un grand messieur, qui nous a en plus offert l'image d'une disparition avec une dignité effarante ! J'ai versé des seaux de larmes à tous les feux rouges et sur sa tombe au Père Lachaise... Je me souviens avoir un jour acheté douze exemplaires de son bouquin *Chronique de la haine ordinaire*, je m'étais fait faire une facture que j'avais photocopié au format type carte postale. Je voulais l'envoyer à Desproges en lui disant : « *Maître, j'espère avoir trouvé le ton pour vous expliquer ma ferveur* ». Je pense que ça l'aurait fait rire. Je suis très frustré aujourd'hui car j'ai toujours oublié de le faire !



— **D. P. :** *Ce qu'il y a d'effarant chez toi, c'est qu'à la manière de Desproges tu arrives à donner une couleur poétique au vocabulaire vulgaire.*

— **S. :** Parler de bite, de couilles ou de con me libère du langage branché qui m'emmerde ! Ce qu'il y a d'étrange d'ailleurs, c'est que certaines personnes sont d'une telle intolérance par rapport à cela qu'elles rejettent en bloc tout ce que je peux faire, alors que je sais aussi parler d'autre chose ! Les gens ont peur des choses un peu rudes... Pourtant ils ont tous des slips jaunes devant et brun derrière, comme le ticket choc ! Coluche a mis beaucoup de temps à imposer son langage, il s'est appuyé sur un immense succès populaire pour pouvoir faire avancer les choses. On lui doit beaucoup.

— **D. P. :** *Tu as parlé de Desproges, de Coluche, il y a d'autres personnes qui ont compté pour toi ?*

— **S. :** Pour la chanson, il y a eu Vian, Dick Annegarn, Charlélie Couture, Trenet au début, Dylan, et Brassens, Brassens, Brassens... Mais également des gens comme Topor, Wolinsky, Céline, Bukowsky ou Charles-Ferdinand Ramus. Car il n'y a pas que les chanteurs qui m'aient inspiré. La chanson est un monde un peu exigu, il faut savoir chercher ailleurs.

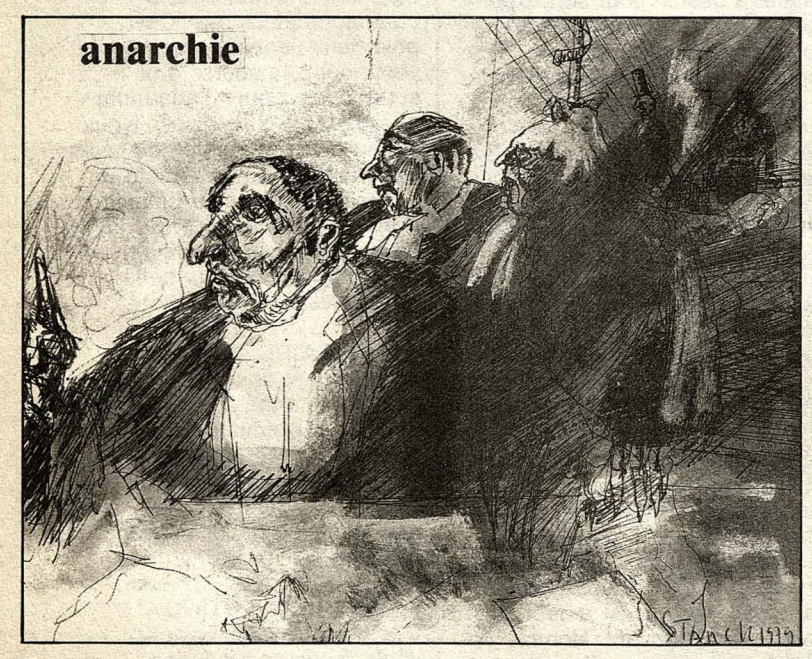
Propos recueillis par Dominick PAGES

Sarcloret sera jusqu'au 13 mai au Tourtour (20, rue Quincampoix, à Paris), à 22 h 30.

ART

J. Starck et son musée de poche

QUAND on est ouvrier et que l'on va dans une université parisienne essayer de comprendre les mystères de l'art contemporain, outre l'ambiance surréaliste qui y règne, on est souvent plus attentif aux détails. C'est à Paris VIII que j'ai rencontré Jean Starck, il venait de vivre l'aventure Art Cloche au lendemain de la deuxième expulsion. Il venait à Paris VIII pour essayer d'analyser son itinéraire de peintre, sa période d'autodidacte, sa participation à divers groupes de recherche. Le choc à la fin de son année de DEA fut grand, l'institution refuse tout dérapage dans sa manière de fonctionner, et n'admet plus la différence. Jean Starck a payé cher cette différence, l'honneur de l'université est sauf. Les turbulents des années 80 n'ont plus leur place, ce n'est plus Vincennes. Jean Starck a la sagesse des orientaux, et une maîtrise parfaite de ces objectifs. De rétrospective en rétrospective, de galerie Art Cloche en fondation Art Cloche, la provocation au monde de l'art institutionnalisé est permanente. La dernière création de Jean Starck est un musée de poche Art Cloche ; une centaine d'œuvres de sa période Art Cloche sont rassemblées dans ce musée, indissociables ses œuvres, pourront circuler assemblées dans ce musée ensemble sur demande.



Ce musée de poche se visite (1) sur rendez-vous, si vous y allez, essayez de séduire le personnage pour qu'il vous montre les œuvres de sa période pariétale ou de sa dernière période, travail sur la rouille ou ses œuvres en relief. Il y a dans les travaux de Jean Starck une mémoire de cette société sur les éléments destinés a être des déchets, biens de consommation et d'agrément qui ont une durée de vie de plus en plus courte. Le détournement de ses objets est encore une provocation : montrer que l'on peut faire des choses belles avec les rebus de notre société. Allez donc voir ce musée de poche au CAES, ancien dépôt de l'armée française occupé depuis sept ans par 80 personnes d'origines sociales et de professions différentes.

Il y a dans l'attitude de Jean Starck une provocation permanente, une manière d'interroger les habitudes artistiques de ces années 80, riches en bouleversements. Ces bouleversements ont profité aux spécialistes, aux stratèges, et non à ceux qui posaient des questions à ce monde de l'art. Montrer que la création pouvait se vivre dans des squatts à côté d'une population clochardisante, qu'elle pouvait se vivre dans la misère, que nos poubelles renferment des trésors, et que celles-ci peuvent avoir un aspect esthétique intéressant. L'aventure des squatts terminée, Jean Starck va, avec les autres membres du groupe Art Cloche, en vivre une autre, celle-ci sera la fabrication d'objets et de décors pour un café (verre, sous-verre, couverts, tables, etc.), cette expérience est due à Eric Monti qui a soutenu les artistes d'Art Cloche.

Y. R.

(1) L'Art Cloche, 7, rue de Trevise, Paris ; musée de poche Art Cloche Jean Starck, 1, rue Edmond-Bonte, 91130 Ris-Orangis (tél. : 69.06.29.13).

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 20 avril

« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invité Judlin (peintre).

Samedi 22 avril

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Junior Wells.

Dimanche 23 avril

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : Dieu et le « bing-bang ».
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : le country bluegrass.
« Le magazine libertaire » (18 h 30 à 20 h) : éditeurs et ouvrages anarchistes.
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec Francis Boucq comme invité.

Mercredi 26 avril

« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : Michèle Leboeuf, pour « L'étude et le rouet ».

N°748 JEUDI 20 AVRIL 1989

ÉCOLOGIE

Le pavé dans la Loire

IL y a dix ou quinze ans, le mouvement écologiste mobilisait dans la rue et dans les champs. Souvenez-vous des vastes rassemblements au Larzac, à Creys-Malville, à Plogoff ou ailleurs. Le petit monde alternatif tenait la dragée haute au pouvoir, d'autant qu'il existait une symbiose entre celui-ci et les populations concernées. Les écolos citadins se sont retrouvés coude à coude avec les paysans du Larzac, agrippés à la terre, et les pêcheurs bretons, éprouvés par les péripéties de l'Amoco-Cadiz. Qu'elles étaient belles les dernières années Giscard ! Jusqu'aux motards qui manifestaient contre la vignette. Puis les temps ont changé : la gauche est arrivée au pouvoir, auréolée de tant d'années prometteuses à venir. Les années se sont écoulées, et les promesses ont fait long feu.

Aujourd'hui, il y a ces trois jours organisés par des individus soucieux de régler les problèmes en renouant avec ces grands rassemblements d'antan. Ressembleront-ils à ceux d'hier de par leur ampleur ? On le souhaite, sans trop y croire, car les temps ne sont plus ce qu'ils étaient. La période post-soixante-huitarde semble définitivement enterrée, et surtout qu'en est-il des mentalités. L'Etat PS a si bien contribué à la démobilisation des troupes. De fait, hors les urnes, la mobilisation permanente sur le terrain, au cœur du terroir, semble mise en veilleuse.

Par exemple, à la veille des municipales, qui permirent aux écologistes de recueillir 14% des voix au plan national, et par ailleurs une certaine légitimité, le Comité Malville de Lyon organisa un rassemblement sur la place Bellecour pour protester contre la remise en fonction du surgénérateur de la centrale de Creys-Malville. Seulement une centaine de personnes répondit à l'appel, au point qu'il fut dénombré plus de CRS. Donc, le rassemblement du Puy-en-Velay s'avérera être un véritable test pour les élus écologistes. La réussite des municipales, confirmée par une forte mobilisation le 29 avril et les jours suivants constituerait un beau doublé assurant la promotion de la campagne écolo pour les européennes de juin 1989.

Et les libertaires dans tout ça ? Les 29 et 30 avril et le 1er mai, certains d'entre nous seront du voyage. La ferme intention d'émettre un discours différent de celui d'un Antoine Waechter se fait sentir. Il s'agit que le rassemblement du Puy-en-Velay n'apparaisse pas comme une grand-messe des Verts, mais tel un regroupement alternatif, pris au sens large, qui au-delà de la question des barrages sur la Loire posera les problèmes du pacte armée-éducation, des ventes d'armes, du nucléaire, des objecteurs et des insoumis, etc.

Car, au-delà de pratiques qu'il s'agit de réactualiser en matière de défense du cadre de vie, la lutte en faveur de l'objection est visiblement mise à l'écart par bon nombre (à l'exception des anarchistes, si l'on en juge par certains articles parus dans *La Croix* dernièrement).

Par ailleurs, les libertaires ont leur mot à dire en matière d'écologie sociale, d'autant que l'on se rend compte combien des Verts sont dépourvus d'un discours abondant dans ce sens. « Libéraux », là où un maire de droite a la main verte, et « socialistes », là où un maire de gauche fleurit sa ville, les Verts sont prêts à jouer la carte de l'opportunisme. Par conséquent, le domaine social risque de passer pour un parent pauvre dans le programme écolo. Or, nous, libertaires, attachons trop d'importance à ce domaine pour le voir laisser pour compte sans sourciller. Donc, soyez en assurés, le 29 avril nous élargirons le débat.

Claude NEPPER
(La Commune de Grasse)

La vraie nature des « vers »

LORS de la manifestation des Verts contre superphénix qui a eu lieu place de l'Opéra samedi 8 avril à 18 h 30, quelques fausses notes tintèrent en sourdine. En effet, le parti des Verts ayant mis le problème de l'énergie nucléaire entre parenthèses durant les élections municipales (car, comme les poils de barbe et l'humour, ça ferait perdre des voix), il a eu un sursaut de conscience (dû aux congressistes étrangers ?) qui l'a conduit devant l'Opéra.

Là, un écologiste non membre du parti eut l'étourderie de demander une minute de silence pour les victimes de la répression, en 1977, de la manifestation européenne sur le site de Superphénix près de Lyon, répression qui fit un mort : Vital Michnlon, professeur de science, et de nombreux blessés graves. Cet écolo s'est vu rétorqué par les Verts que ces victimes étaient des irresponsables (texto !), et qu'il n'était donc pas question de leur rendre hommage. Ainsi les Verts ne respectent qu'une chose : le fromage des élections. D'où la photo de famille bien propre de l'Opéra. Alors les « Vers » (ou les rats) font une OPA sur l'écologie.

Un autre écolo
(assez mûr pour ne pas être vert)

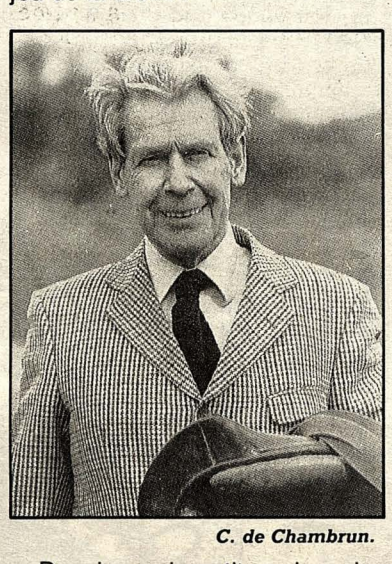
SOMMAIRE

- **PAGE 2 : Informations des groupes de la FA.**
- **PAGE 3, Dans le monde : Libérer le Liban... de la guerre, Aide et intérêts, Editorial.**
- **PAGE 4, Les luttes : Epuration à la CGT, Corse, COMATEC, En bref.**
- **PAGE 5, Répression : Un procès dix ans après, Le maton tel qu'en lui-même.**
- **PAGE 6, Société : Opposition aux barrages sur la Loire.**
- **PAGE 7, Dans le monde : Kossovo, URSS, Espagne.**
- **PAGE 8, Dans le monde : Kristiania.**
- **PAGE 9, Informations internationales : Greenpeace et les IWW, Rencontres de femmes révolutionnaires, Communiqué.**
- **PAGE 10, Archives : Réhabilitation de Makhno en URSS (fin).**
- **PAGE 11, Expressions : Interview de Sarcloret, Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Art.**
- **PAGE 12, Société : Verts ou vers ?, Un pavé dans la Loire, Le culte du veau d'or, Brèves écolo, Saint-Gilles-du-Gard.**

GARD

La croix et la bannière

SAINT-GILLES-DU-GARD : son abbaye, son maire du Front national. Depuis les dernières élections, en effet, cette petite ville sert de « laboratoire » aux idées fascisantes du FN. Elu grâce au maintien au deuxième tour de toutes les listes en présence (SE, PS, FCF, FN), C. de Chambrun doit rigoler en voyant la « gôche » vitupérer les abstentionnistes, en les accusant de faire le jeu de la droite !


C. de Chambrun.

Depuis son investiture, le maire saint-gillois (ancien châtelain ruiné) a déjà procédé à un contrôle systématique des nombreuses exploitations agricoles employant des immigrés, afin d'en faire expulser le plus possible... Et, du côté culturel, les contribuables de notre petite localité auront droit, le 16 mai prochain, à une messe melchite (rite ancien hérité des croisades !), qui sera anonnée par une troupe de chanteurs de la cathédrale de Beyrouth. Si cela vous intéresse, il reste des places.

Les anarchistes ont toujours dénoncé l'antifascisme au ventre mou qui suinte des urnes. Puisque nous rejetions les chemises brunes lépénistes, nous continuerons à les combattre. A Saint-Gilles comme ailleurs.

Pendant ce temps, à Nîmes, des affiches s'étalent annonçant la commémoration prochaine de la sanglante bataille de Camerone par la légion étrangère, omniprésente du goût de nombreux habitants. Avec plus de 8 000 hommes, Nîmes, deuxième garnison inter-armes de l'hexagone, a l'aspect d'un quartier militaire, certains soirs : képis blancs, défilés, patrouilles de la police militaire, concerts de musique et manœuvres militaires... Et puis, il y a les rixes et les ratonnades, et... assez ! Avant de chasser l'uniforme de nos villes, chassons-le de nos têtes. L'armée ne défend que les intérêts d'une société de classes, maintenant l'ordre partout où c'est nécessaire. Combattre l'armée, c'est combattre le capital, l'Etat et le colonialisme. Boycottons les manifestations militaires, nationalistes et revanchardes, et déclarons la guerre à la guerre !

DANIEL (liaison FA de Nîmes)

RELIGION

Le veau d'or

LE capitalisme est triomphant avec 50 multinationales contrôlant 50% du capital financier de la planète. Il a le lobby en grande partie ; il contrôle le monde. Avec des méthodes de proxénète, il agit de tout son poids, et les effets se font sentir de toute part. Pour assoir son pouvoir mondial, il utilise aussi les mouvements spirituels.

Ainsi, un tas de sectes nous viennent des Etats-Unis, sentant son fagot. De vrais truands sur le plan financier renforcent l'aliénation des églises traditionnelles, prêchant toutes le renoncement, le monde archiste et l'exploitation de l'homme par l'homme. Et il y a concurrence sur l'autel du spirituel !

En France, avant la Première Guerre mondiale, un article visant à prouver l'inutilité et la nocivité de la religion quant à la libération de l'homme eut semblé enfoncer une porte ouverte. Il y avait bien des gens qui croyaient et qui fréquentaient les églises, mais un grand nombre de ceux qui lisaient, qui avaient accès à la connaissance, se détournaient de la foi religieuse. Deux guerres, le fascisme, la réaction triomphante, la décolonisation, enfin, « la main tendue » aux catholiques du Parti communiste français, tout cela a fait que les dévôts, qui n'avaient jamais dételé, ont noyauté quasiment la société française. Ils n'abandonnent jamais, ils agissent sur des générations entières !

Les moyens audiovisuels ont amené la messe et le baratin curaillon à domicile. A la télévision, à la radio, il y a un tas de laïcs, comme ils disent ! Ils ne sont, en fin de compte, rien d'autre que des curés sans soutane, mystiques irrationnels, prêchant à l'aide de lieux communs l'aliénation de l'homme. Au niveau mondial, c'est catastrophique ! L'iman Khomeiny lance l'anathème comme un vulgaire terroriste qu'il est ; il faut appel au meurtre contre l'auteur des *Versets sataniques*. Le pape, son confrère, renchérit et proclame : « *Les musulmans sont blessés dans leur foi* ». Ça donne froid dans le dos ! Il souffle comme un vent de Saint-Barthélémy montant de tous les intégrismes à travers le monde.

Le capitalisme, c'est bien lui qui s'agite, a besoin pour son expension, d'aliénation sur fond de violence. On est effaré par de telles déclarations, mais ils sont comme cela ! Aliéné, le pape croit à ses conneries. Toutes les religions prêchent la bonté et cependant les gens religieux, loins d'être les meilleurs, sont pires que les athés ! Le haut clergé des différentes religions est agité d'ambitions, au même titre que les hommes politiques qui n'ont aucune croyance.

Les gens dévôts, loins d'accepter les précepts enseignés, sont tous les pervers — à voir les actions des intégristes —, et les autres sont du même calibre. Attention ! il ne faut pas blesser le pape dans sa foi. Il admet l'intolérance, mais ne la fustigez pas ! Les habitués des églises ne se gênent pas pour médire, calomnier, exploiter, nuire à leur prochain, même croyant. Nombre de dévôts sont avares, affreusement égoïstes, tous sont hypocrites, et on peut dire que les religions ont pour principal effet, non de rendre les gens meilleurs, mais d'en faire des faux-jetons.

La religion, support du capitalisme, a fait peu de bien, en revanche elle a fait et fait encore beaucoup de mal. On ne peut pas dire que les religions ont apporté la civilisation. C'est contre elle qu'elle s'est développée. La Sécurité sociale a fait et fera plus de bien que toutes les quêtes. Lorsque la religion est puissante, son clergé ne se contente pas de rester dans le domaine spirituel et prétend au rôle de chef des peuples. Mais ils ne mettent pas tous leurs œufs dans le même panier, et on voit aujourd'hui en France ce qu'il reste du droit du travail quand les défroqués s'en occupent : quasiment rien ! Et le veau d'or est toujours debout !

Paulo CHENARD

Environnement : brèves

• « C'EST LE PRINTEMPS SUR LA BANQUISE »
La nappe de pétrole provenant des soutes de l'Exxon-Valdez ne cesse de s'étendre (voir le *Monde libertaire* n° 747). Deux semaines après l'accident, elle approchait de l'île Kodiak, située à 500 kilomètres du lieu de l'échouage. Sur les 38 000 tonnes de pétrole rejetées à la mer, 2 500 tonnes seulement auraient été récupérées... A la veille des fêtes de la fin d'année 1988, nous assistions à un « grand show médiatique » sur le sauvetage « international » de quelques baleines prises au piège par la formation de banquises. Sous les feux des projecteurs et la « bienveillance » des caméras (présentes pour la circonstance), les élans du cœur et les débordements de générosité de « nos » technocrates (à coup de dollars et de moyens techniques ultra-modernes), ne manquèrent pas ! Aujourd'hui, la banquise a pris une drôle de couleur, et les médias ne s'y agitent plus avec autant de frénésie. Parmi les milliers d'animaux morts intoxiqués par le pétrole, on aurait retrouvé des baleines...

• « DES BOYS-SCOUTS POUR UN AQUARIUM ».
Le cinquième congrès des Verts européens s'est déroulé du 7 au 9 avril, à Paris. Ce congrès marquait le début de leur campagne électorale. Ces politiciens tiennent en effet à participer à la course aux strapontins, pour « l'aquarium » européen de Strasbourg. Nous connaissons le résultat de telles expériences ! En attendant le « grand jour », rancard a été donné à leurs ouailles, les 29 et 30 avril prochain, sur le site du futur barage du Serre-de-la-Fare, près du Puy.

• NUCLÉAIRE.
Le président de la République algérienne a inauguré, le 3 avril dernier, la première centrale nucléaire de ce pays. Le réacteur a une puissance de 1 MW. Il est situé à Draria, à une vingtaine de kilomètres d'Alger...

• UNE « RÉVOLUTION ».
Deux électrochimistes ont déclaré avoir produit des réactions de « fusion nucléaire ». L'expérience va être vérifiée (*Le Monde* du 24 mars et du 13 avril 1989). La fusion est pratiquement « *une révolution* » en matière de production d'énergie, par rapport à la fission... Une affaire à suivre de « très près ».

CHRISTIAN (Evreux)